

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2019/205496]

Extrait de l'arrêt n° 174/2019 du 13 novembre 2019

Numéro du rôle : 7227

En cause : le recours en annulation de l'article 6 de la loi du 22 avril 2019 « portant modification de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice de professions des soins de santé », introduit par Audrey Fidelia Mbi Eyere Abebi et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents F. Daoût et A. Alen, et des juges T. Merckx-Van Goey, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman et M. Pâques, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président F. Daoût, après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. — *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 2 juillet 2019 et parvenue au greffe le 4 juillet 2019, un recours en annulation de l'article 6 de la loi du 22 avril 2019 « portant modification de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice de professions des soins de santé » (publiée au *Moniteur belge* du 14 mai 2019) a été introduit par Audrey Fidelia Mbi Eyere Abebi, Christian Birbarah, Marlie Abou Jaoude, Adil Ouboukhlik, Brouna Abou Jaoude et l'Université libre de Bruxelles, assistés et représentés par Me M. Uyttendaele et Me A. Feyt, avocats au barreau de Bruxelles.

Par la même requête, les parties requérantes demandaient également la suspension de la même disposition légale. Par l'arrêt n° 117/2019 du 13 août 2019, publié au *Moniteur belge* du 16 août 2019, la Cour a partiellement suspendu l'article 146, § 2, 4^o, c), de la « loi relative à l'exercice des professions des soins de santé, coordonnée le 10 mai 2015 », tel qu'il a été remplacé par l'article 6 de la loi du 22 avril 2019 précitée.

(...)

II. — *En droit*

(...)

Quant à la disposition attaquée et son contexte

B.1. Les parties requérantes demandent l'annulation de l'article 6 de la loi du 22 avril 2019 « portant modification de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice de professions des soins de santé » (ci-après : la loi du 22 avril 2019).

B.2.1. L'article 6 attaqué constitue l'unique disposition du chapitre 4, intitulé « Accès à une formation clinique en Belgique pour les médecins originaires d'un pays non membre de l'UE », de la loi du 22 avril 2019.

La disposition attaquée remplace l'article 146 de la loi relative à l'exercice des professions des soins de santé, coordonnée le 10 mai 2015 (ci-après : la loi coordonnée du 10 mai 2015) comme suit :

« § 1^{er}. Le Roi est autorisé, sur avis motivé du Conseil supérieur des médecins spécialistes et des médecins généralistes, à accorder des dispenses spéciales pour l'exercice de certains actes de l'art de guérir afin que des médecins provenant de pays tiers non-membres de l'Union européenne puissent suivre, en Belgique, une formation clinique limitée.

Ces dispenses ne peuvent s'appliquer qu'à ce qui y est expressément désigné et les bénéficiaires de ces dispenses ne peuvent, en aucun cas, exercer sous leur propre responsabilité la profession pour laquelle une activité limitée leur a été autorisée. Les bénéficiaires de ces dispenses ne participent, en aucun cas, à la permanence médicale visée aux articles 28 et 29.

Ces activités ne peuvent pas non plus être prises en considération pour l'agrément visé à l'article 88 ou pour l'exécution des prestations donnant lieu à une intervention visée à la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994.

§ 2. Ces dispenses spéciales ne peuvent être accordées que si les conditions suivantes sont réunies :

1^o le bénéficiaire est titulaire d'un diplôme de médecin émis par un pays tiers non-membre de l'Union européenne;

2^o sauf si la formation n'existe pas dans son pays d'origine, il est en formation pour devenir médecin généraliste ou médecin spécialiste dans un pays tiers non-membre de l'Union européenne, ou il est reconnu comme médecin généraliste ou spécialiste dans un pays tiers non-membre de l'Union européenne, et il souhaite acquérir une technique ou une expertise particulière dans son domaine;

3^o la formation autorisée par cette dispense se déroule dans ou sous la coordination et la supervision d'un hôpital universitaire ou d'un service universitaire désigné par le Roi, sous la direction et la supervision d'un maître de stage agréé par le ministre de la Santé publique compétent. Le maître de stage visé est lié en tant que collaborateur académique autonome à une faculté de médecine proposant un programme d'étude complet.

4^o entre l'université d'un pays tiers non-membre de l'Union européenne et l'université belge où se déroule la formation, il est conclu une convention, de laquelle il ressort :

a) que l'université du pays tiers recommande le bénéficiaire;

b) que les coûts directs et indirects de la formation sont pris en charge par l'université du pays tiers ou par une bourse octroyée par une institution belge, une institution intergouvernementale ou une organisation non gouvernementale (ONG);

c) que le bénéficiaire est le seul candidat formé sur base de cet article auprès du maître de stage dans ce service de stage;

d) ce que sont les objectifs et les finalités du stage;

e) la nécessité de cette formation;

f) que l'université du pays tiers non-membre de l'Union européenne, garantit que la personne concernée peut, après expiration de la formation, rentrer dans le pays d'origine, et soit maintient la poursuite de la formation, soit peut occuper une place comme médecin.

Les dispenses spéciales sont accordés sous condition résolutoire que le bénéficiaire adresse un titre de séjour conformément à la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, avant le début de la formation à la Direction générale Soins de santé du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, à l'attention du Directeur général.

§ 3. La demande de bénéfice des dispenses spéciales visées au paragraphe 1^{er} doit être introduite au moins trois mois avant le début de la formation, au moyen du formulaire de demande établi par le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, et doit être accompagnée des documents probants mentionnés dans ce formulaire.

La demande est accompagnée de l'autorisation d'exercice du pays dans lequel il exerce habituellement sa profession, des données relatives à la couverture d'assurance ou autres moyens de protection personnelle ou collective concernant la responsabilité professionnelle ainsi que d'un certificat de bonne conduite professionnelle.

La demande de dispenses spéciales doit être adressée par courrier recommandé à la Direction générale Soins de santé du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, à l'attention du Directeur général.

§ 4. La dispense permet au bénéficiaire d'effectuer au maximum 12 mois de formation en Belgique. Les 12 mois de formation visés peuvent être subdivisés en périodes séparées.

À titre exceptionnel, une prolongation de maximum douze mois est possible après une évaluation favorable du maître de stage qui l'a supervisé durant la première année de formation pour autant que ceci est nécessaire pour compléter la formation.

La demande de prolongation motivée est introduite, par courrier recommandé et auprès de la Direction générale Soins de santé du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, à l'attention du Directeur général et cela, au moins trois mois avant la prolongation demandée.

§ 5. Avant de soumettre le dossier au Conseil supérieur des médecins spécialistes et des médecins généralistes, la Direction Générale Soins de Santé du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, vérifie en vue de la recevabilité si les dispositions du présent article ont été entièrement observées.

Si tel n'est pas le cas, l'intéressé en est informé. L'intéressé a quinze jours ouvrables, à partir de cette prise de connaissance, pour compléter le dossier.

Dans le cas où le délai de quinze jours ouvrables est dépassé, le dossier est irrecevable et son traitement administratif est clôturé.

§ 6. Le responsable du service de stage où se tient la formation, signale à la commission médicale compétente et au conseil provincial de l'Ordre des médecins compétent la présence du bénéficiaire, la durée de la formation et l'ampleur de la pratique de l'art de guérir telle que visée à l'alinéa 1^{er}.

À l'issue de la formation, le responsable du service de stage remet un rapport au Conseil supérieur des médecins spécialistes et des médecins généralistes ».

B.2.2. Avant son remplacement par la disposition attaquée, l'article 146 de la loi coordonnée du 10 mai 2015 disposait :

« Le Roi est autorisé à accorder à des personnes, sur l'avis de l'Académie royale de Médecine de Belgique ou de la Koninklijke Academie voor Geneeskunde van België, des dispenses spéciales pour l'exercice de certains actes de l'art de guérir de sorte qu'elles puissent acquérir une formation clinique limitée en Belgique et ceci dans le cadre de la coopération médicale et scientifique avec les pays qui ne sont pas des États membres de l'Union européenne.

Ces dispenses ne peuvent s'appliquer qu'à ce qui y est expressément désigné et les bénéficiaires de ces dispenses ne peuvent, en aucun cas, exercer sous leur propre responsabilité la profession pour laquelle une activité limitée leur a été autorisée.

Ces activités ne peuvent pas non plus être prises en considération pour l'agrément visé à l'article 88 ou pour l'exécution des prestations donnant lieu à une intervention visée à la loi du 14 juillet 1994 sur l'assurance maladie.

Les dispenses spéciales visées à l'alinéa 1^{er} et relatives à une formation clinique de médecin ne peuvent être accordées que si les conditions suivantes sont réunies :

1° le bénéficiaire est titulaire d'un diplôme de médecin émis par un pays tiers non-membre de l'Union européenne;

2° il a entamé une formation de médecin spécialiste dans un pays tiers non-membre de l'Union européenne dont il a réussi au moins la première année ou il a été reconnu comme médecin généraliste ou spécialiste dans un pays tiers non-membre de l'Union européenne et souhaite acquérir une technique ou une expertise particulière dans son domaine;

3° il est recommandé à une université belge par une université d'un pays tiers non-membre de l'Union européenne.

La formation autorisée par cette dispense doit se dérouler dans un service de stage universitaire agréé par le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions. La dispense permet au bénéficiaire d'effectuer au maximum deux années de formation en Belgique; la seconde année n'est effectuée qu'après une évaluation favorable du maître de stage qui l'a supervisé durant la première année de formation.

À titre exceptionnel, pour des mérites scientifiques particuliers ou pour des raisons humanitaires, une troisième année de formation peut être accordée par un avis unanime de la commission compétente de l'académie.

La demande de bénéfice des dispenses spéciales visées à l'alinéa 1^{er} doit être introduite au moins trois mois avant le début de la formation, au moyen du formulaire établi par le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions et doit être accompagnée des documents probants mentionnés dans ce formulaire ».

B.2.3. La disposition attaquée est entrée en vigueur le 24 mai 2019.

B.3.1. L'article 146 de la loi coordonnée du 10 mai 2015 trouve son origine dans l'article 49^{ter} de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 « relatif à l'exercice des professions des soins de santé », tel qu'il a été inséré par l'article 206 de la loi du 22 février 1998 « portant des dispositions sociales », complété par l'article 124 de la loi du 27 décembre 2005 « portant des dispositions diverses » et modifié ensuite par l'article 30 de la loi du 13 décembre 2006 « portant des dispositions diverses en matière de santé ».

B.3.2. L'article 146 de la loi coordonnée du 10 mai 2015, tant dans sa version antérieure que dans la version qui résulte de son remplacement par l'article 6 de la loi du 22 avril 2019, autorise le Roi à accorder des dispenses spéciales pour l'exercice de certains actes de l'art de guérir afin que des médecins provenant de pays non membres de l'Union européenne puissent suivre, en Belgique, une formation clinique limitée. Cette dispense n'est applicable qu'à ce qui y est expressément désigné et n'est accordée en principe que pour une période limitée.

Les bénéficiaires de la dispense spéciale ne peuvent, en aucun cas, exercer sous leur propre responsabilité la profession pour laquelle une activité limitée leur a été autorisée et leurs activités ne peuvent pas être prises en considération pour un agrément en tant que médecin spécialiste ou pour l'exécution de prestations pouvant donner lieu à une intervention visée dans la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

B.4.1. L'exposé des motifs de la proposition de loi devenue la loi du 22 avril 2019 indique que la modification de l'article 146 de la loi coordonnée du 10 mai 2015 « a pour but de préciser et de limiter les conditions pour les médecins qui ont entamé une formation de médecin spécialiste ou de médecin généraliste dans un pays tiers, non-membre de l'Union européenne, ou qui sont agréés comme médecin généraliste ou spécialiste dans un pays tiers, non-membre de l'Union européenne, et qui veulent acquérir une technique ou expertise particulière dans leur domaine dans le cadre d'une formation effectuée dans un hôpital universitaire ou un service de stage universitaire belge désigné par le Roi » (*Doc. parl.*, Chambre, 2018-2019, DOC 54-3526/001, p. 13).

B.4.2. Tel qu'il était applicable avant son remplacement par la disposition attaquée, l'article 146 de la loi coordonnée du 10 mai 2015 n'imposait pas la conclusion d'une convention entre l'université d'un pays tiers non-membre de l'Union européenne et l'université belge où se déroule la formation, de laquelle il ressort, notamment, que le bénéficiaire est le seul candidat formé sur la base de cet article auprès du maître de stage dans ce service de stage (nouvel article 146, § 2, 4°, c), de la loi coordonnée du 10 mai 2015).

En ce qui concerne cette exigence, le commentaire de l'article attaqué mentionne :

« Un nouvel élément ici est qu'entre l'université qui envoie le bénéficiaire et l'université belge où se tient la formation ou qui coordonne la formation, une convention doit être conclue précisant que l'université du pays tiers recommande le bénéficiaire et motive la nécessité de la formation; que l'université du pays tiers ou une autre source de financement externe prend en charge les coûts directs et indirects de la formation; que le bénéficiaire est le seul qui, conformément à cet article, occupe une place de stage parmi les places de stages attribuées au service concerné.

Cette dernière condition a pour objectif, en premier lieu, de prévoir que des étudiants belges puissent suivre un stage en Belgique. En d'autres mots, le service de stage et le maître de stage doivent trouver un compromis quant à l'attribution du quota accordé au service de stage. Cette disposition est inspirée par le souci de garantir effectivement la qualité, l'exposition professionnelle et l'activité médicale du stage professionnel, que celui-ci soit effectué ou non dans le cadre de la dérogation visée » (*ibid.*, pp. 22-23).

B.4.3. Les auteurs de la proposition de loi devenue la loi du 22 avril 2019 ont également précisé :

« En ce qui concerne la formation et les stages des médecins issus de pays non membres de l'Union européenne, l'objectif de la proposition est d'offrir des garanties de qualité à ces étudiants en ce qui concerne leurs conditions de travail. Il ne s'agit pas de leur fermer la porte d'accès aux stages. Des conventions devront être conclues avec les universités étrangères où sont inscrits ces étudiants. La durée du stage est fixée à un an et peut être reconduite d'une année supplémentaire » (*Doc. parl.*, Chambre, 2018-2019, DOC 54-3526/003, pp. 7-8).

Il a également été répondu qu'« il est important qu'un médecin issu d'un pays hors de l'Union européenne puisse faire bénéficier de son expertise médicale en Belgique. Il s'agit d'une approche constructive dans le cadre du débat qui a lieu depuis un certain temps sur le contingentement » (*ibid.*, p. 8).

Quant à l'intérêt des parties requérantes

B.5. La Constitution et la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle imposent à toute personne physique ou morale qui introduit un recours en annulation de justifier d'un intérêt. Ne justifient de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme attaquée.

B.6. Les cinq premières parties requérantes sont titulaires d'un diplôme de médecin émis par un pays tiers non-membre de l'Union européenne. Elles ont été sélectionnées par l'ULB/Fosfom pour suivre une formation clinique limitée dans un service de stage du réseau de l'ULB pendant l'année académique 2019-2020 et peuvent obtenir une bourse à cette fin. Elles ont introduit leur demande de dispense spéciale conformément à l'article 146 de la loi coordonnée du 10 mai 2015, dans sa version avant l'entrée en vigueur de la disposition attaquée, et leur dossier a été déclaré complet et recevable par le SPF Santé publique avant l'entrée en vigueur de la loi du 22 avril 2019.

B.7.1. Les trois premières parties requérantes comptent effectuer un stage dans le même service de gynécologie du réseau de l'ULB en 2019-2020. Les quatrième et cinquième parties requérantes, ainsi qu'un autre candidat ressortissant d'un pays tiers non-membre de l'Union européenne, comptent effectuer un stage dans le même service d'anesthésie de ce même réseau en 2019-2020. À cette fin, elles ont, respectivement, obtenu l'accord du maître de stage, dans le service de stage concerné.

B.7.2. En l'absence de régime transitoire pour l'année académique 2019-2020, la disposition attaquée est susceptible d'affecter directement et défavorablement la situation de ces parties requérantes, puisque les services de stage concernés ne pourront désormais accueillir qu'un seul candidat ressortissant d'un pays tiers non-membre de l'Union européenne.

B.8. La sixième partie requérante est l'Université libre de Bruxelles (ci-après : l'ULB). Elle justifie son intérêt à agir par le fait que la disposition attaquée porterait atteinte à ses objectifs généraux de formation et d'enseignement, ainsi qu'à ses objectifs spécifiques dans le cadre des activités du FosFom (« Fonds de Soutien à la Formation Médicale »), qui organise la sélection et l'octroi de bourses à des médecins provenant de pays tiers non-membres de l'Union européenne, afin qu'ils puissent suivre une formation clinique limitée dans un hôpital du réseau de l'ULB.

Cette partie requérante établit ainsi son intérêt au recours.

Quant à l'étendue du recours en annulation

B.9.1. La Cour doit déterminer l'étendue du recours en annulation à partir du contenu de la requête et en particulier sur la base de l'exposé des moyens. La Cour limite son examen aux dispositions contre lesquelles des moyens sont dirigés.

B.9.2. Il ressort de l'exposé des moyens que les griefs des parties requérantes concernent uniquement l'article 146, § 2, 4°, c), de la loi coordonnée du 10 mai 2015, tel qu'il a été remplacé par l'article 6, attaqué, de la loi du 22 avril 2019, en ce que cette disposition établit l'exigence selon laquelle le bénéficiaire doit être « le seul candidat formé sur base de cet article auprès du maître de stage dans ce service de stage ».

B.9.3. La Cour limite dès lors son examen dans cette mesure.

Quant au fond

B.10. Les parties requérantes prennent deux moyens à l'appui de leur recours en annulation. Dès lors que le second moyen tend à l'annulation totale de la disposition attaquée, alors que le premier moyen ne critique que l'absence d'un régime transitoire, la Cour examine d'abord le second moyen.

En ce qui concerne le second moyen

B.11. Le second moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution.

Les parties requérantes estiment qu'en ne réservant qu'une seule place de stage par service de stage à un ressortissant d'un pays tiers non-membre de l'Union européenne, la disposition attaquée traite de manière identique, sans justification objective et raisonnable, des situations qui ne sont pas comparables, dès lors qu'elle ne tient aucunement compte de la capacité d'accueil agréée, ni de la liberté d'appréciation du maître de stage qui, conformément à son agrément, souhaiterait former plusieurs candidats.

À l'appui de leurs griefs, les parties requérantes renvoient notamment à l'arrêté ministériel du 23 avril 2014 « fixant les critères généraux d'agrément des médecins spécialistes, des maîtres de stage et des services de stage » (ci-après : l'arrêté ministériel du 23 avril 2014), qui fixe le nombre de candidats qui peuvent être accueillis par maître et service de stage. Selon les parties requérantes, la limite absolue d'un candidat stagiaire ressortissant d'un pays tiers non-membre de l'Union européenne serait injustifiée et disproportionnée, car elle ne tiendrait pas compte du fait que certains maîtres de stages agréés peuvent former plus d'une trentaine de candidats spécialistes par année de stage.

B.12.1. L'article 29 de l'arrêté ministériel du 23 avril 2014 dispose :

« Un maître de stage n'assure la formation que d'un nombre limité de candidats spécialistes en fonction du nombre de lits, de l'activité justifiée, du nombre d'admissions, en ce compris les admissions en hospitalisation de jour, du nombre de consultations dans le service de stage et du nombre de médecins spécialistes agréés dans le service de stage.

L'arrêté d'agrément du maître de stage précise le nombre maximum de candidats spécialistes par année de stage ».

Le chapitre 2 de l'arrêté ministériel du 23 avril 2014 fixe les critères généraux d'agrément des médecins spécialistes et règle la formation et le stage qu'ils doivent suivre. L'article 2 de l'arrêté ministériel précité prévoit qu'avant de débiter sa formation, le candidat spécialiste est préalablement habilité à exercer la médecine en Belgique conformément aux dispositions de la loi coordonnée du 10 mai 2015.

Le chapitre 3 de cet arrêté règle les critères généraux d'agrément des maîtres de stage. Ces règles portent exclusivement sur les compétences des maîtres de stage en ce qui concerne la formation des médecins spécialistes visés dans l'arrêté ministériel précité.

B.12.2. L'article 146, attaqué, de la loi coordonnée du 10 mai 2015, tel qu'il a été remplacé par l'article 6 de la loi du 22 avril 2019, est totalement étranger à l'objet de l'arrêté ministériel précité. Cette disposition autorise le Roi, sur avis du Conseil supérieur des médecins spécialistes et des médecins généralistes, à accorder des dispenses spéciales pour l'exercice de certains actes de l'art de guérir afin que des médecins provenant de pays tiers non-membres de l'Union européenne puissent suivre, en Belgique, une formation clinique limitée dans le but d'acquérir une technique ou une expertise particulière dans leur domaine (*Doc. parl.*, Chambre, 2018-2019, DOC 54-3526/001, p. 13). Cette dispense n'est applicable qu'à ce qui y est expressément désigné et n'est accordée en principe que pour douze mois au maximum.

Comme il est dit en B.3.2, les bénéficiaires de la dispense spéciale ne peuvent, en aucun cas, exercer sous leur propre responsabilité la profession pour laquelle une activité limitée leur a été autorisée et leurs activités ne peuvent pas être prises en considération pour un agrément en tant que médecin spécialiste ou pour l'exécution de prestations pouvant donner lieu à une intervention visée dans la loi « relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 ».

Selon l'article 146, § 2, 3^o, de la loi coordonnée du 10 mai 2015, la formation clinique limitée autorisée par cette dispense spéciale se déroule dans un hôpital universitaire ou dans un service hospitalier universitaire, sous la direction et la supervision d'un maître de stage agréé par le ministre de la Santé publique et lié en tant que collaborateur académique autonome à une faculté de médecine proposant un programme d'étude complet.

B.12.3. Compte tenu de ce qui précède, les bénéficiaires de la dispense spéciale en vue d'une formation clinique limitée au sens de l'article 146 de la loi coordonnée du 10 mai 2015 ne peuvent être assimilés à des « candidats spécialistes » au sens de l'arrêté ministériel du 23 avril 2014. Cet arrêté et, plus précisément, les règles relatives au stage et aux maîtres de stage ne leur sont pas applicables.

B.12.4. Les travaux préparatoires cités en B.4.2 indiquent d'ailleurs que la disposition attaquée est dictée par l'objectif légitime de « garantir effectivement la qualité, l'exposition professionnelle et l'activité médicale du stage professionnel, que celui-ci soit effectué ou non dans le cadre de la dérogation visée » (*Doc. parl.*, Chambre, 2018-2019, DOC 54-3526/001, p. 23).

La limitation prévue par la disposition attaquée poursuit ainsi un autre objectif et s'inscrit dans un autre contexte que ceux du régime en matière de formation et d'agrément des médecins spécialistes contenu dans l'arrêté ministériel du 23 avril 2014.

B.12.5. Dès lors que la disposition attaquée est totalement étrangère aux règles contenues dans l'arrêté ministériel du 23 avril 2014, il n'est pas sans justification raisonnable de ne pas tenir compte de la taille et des besoins des services de stage pour déterminer le nombre de bénéficiaires du régime d'exception prévu pour les médecins stagiaires étrangers, contrairement à ce qui est le cas pour les candidats spécialistes en formation.

B.13.1. Contrairement à ce que soutiennent les parties requérantes, la disposition attaquée n'a pas davantage pour effet de porter atteinte aux pouvoirs qu'auraient les maîtres de stage de décider des candidats et du nombre de candidats qu'ils accueillent dans le cadre du stage de médecins spécialistes.

Conformément à l'article 146 de la loi coordonnée du 10 mai 2015, c'est en effet au Roi qu'il appartient seul de décider, au cas par cas et sur avis du Conseil supérieur des médecins spécialistes et des médecins généralistes, des personnes qui se voient accorder une dispense spéciale.

B.13.2. Dès l'entrée en vigueur de la disposition attaquée, ni les candidats intéressés issus d'un pays tiers non-membre de l'Union européenne ni les maîtres de stage potentiels ne pourront ignorer la limitation par service et par maître de stage du nombre de bénéficiaires de la dispense spéciale accordée en vue de suivre la formation clinique limitée visée dans la disposition attaquée.

Ils pourront ainsi entamer des démarches auprès de maîtres de stage potentiels et établir leur dossier de demande, de même que leur demande de financement, en tenant compte de cette limite. Les parties requérantes n'allèguent d'ailleurs aucunement l'existence d'une pénurie de maîtres de stage potentiels qui serait de nature, compte tenu de la limitation attaquée, à empêcher des candidats étrangers d'introduire, à partir de l'entrée en vigueur de la disposition attaquée, leur demande de dispense spéciale en vue d'une formation clinique limitée en Belgique.

Du reste, les candidats spécialistes aussi sont soumis à des restrictions relatives au nombre de places de stage disponibles et tous les candidats ne peuvent être admis à un stage de leur choix.

B.14. Le second moyen n'est pas fondé.

En ce qui concerne le premier moyen

B.15. Le premier moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec les principes de la sécurité juridique et de la confiance légitime.

Les parties requérantes font valoir qu'en ne prévoyant pas de disposition transitoire, la disposition attaquée porte une atteinte discriminatoire aux intérêts légitimes des médecins provenant de pays tiers non-membres de l'Union européenne qui, après un processus de sélection, ont introduit une demande de dispense spéciale afin de suivre, en Belgique, une formation clinique limitée durant l'année académique 2019-2020, conformément à l'article 146 de la loi coordonnée du 10 mai 2015, tel qu'il s'appliquait avant l'entrée en vigueur de la loi du 22 avril 2019, et dont le dossier a été déclaré complet et recevable par le SPF Santé publique avant l'entrée en vigueur de la loi du 22 avril 2019. Selon les parties requérantes, ces médecins pouvaient raisonnablement escompter, après la procédure de sélection effectuée par l'ULB-Fosfom, suivre la formation précitée durant l'année académique 2019-2020.

L'application immédiate de la disposition attaquée porterait également une atteinte grave aux attentes légitimes de l'ULB/Fosfom et de ses maîtres de stage et services de stage, qui s'étaient engagés à accueillir ces candidats, ainsi qu'à celles des universités partenaires, qui ne pourront trouver de solution pour la formation de nombreux candidats durant l'année académique 2019-2020.

B.16.1. Il ressort de l'examen des pièces annexées à la requête que les cinq premières parties requérantes ont introduit, en vertu de l'article 146 de la loi coordonnée du 10 mai 2015, tel qu'il était applicable avant son remplacement par la disposition attaquée, une demande de dispense afin de suivre, du 1^{er} octobre 2019 au 30 septembre 2020, une formation clinique limitée dans un hôpital du réseau de l'ULB.

Elles ont été sélectionnées par l'ULB/FosFom au terme d'une procédure en deux étapes : d'abord, au sein de leur université d'origine, par un jury composé des autorités de la faculté de médecine de l'université d'origine et de l'ULB, puis, par le jury du Master de spécialisation de l'ULB.

Elles sont lauréates d'une bourse pour l'année académique 2019-2020, attribuée par le FosFom, qui couvre également les frais d'inscription et les billets d'avion aller-retour.

L'introduction d'une demande de dispense spéciale est dès lors précédée d'une longue procédure en vue de la sélection et du financement des candidats médecins stagiaires issus de pays tiers non-membres de l'Union européenne.

B.16.2. La loi du 22 avril 2019, entrée en vigueur le 24 mai 2019, ne contient pas de disposition transitoire visant les médecins provenant de pays tiers non-membres de l'Union européenne qui, après une procédure de sélection, ont introduit une demande de dispense spéciale afin de suivre, en Belgique, une formation clinique limitée durant l'année académique 2019-2020, conformément à l'article 146 de la loi coordonnée du 10 mai 2015, tel qu'il s'appliquait avant l'entrée en vigueur de la loi du 22 avril 2019, et dont le dossier a été déclaré complet et recevable par le SPF Santé publique avant l'entrée en vigueur de cette dernière loi.

L'exigence selon laquelle le bénéficiaire doit être « le seul candidat formé sur base de cet article auprès du maître de stage dans ce service de stage » s'applique dès lors de manière immédiate à la demande des candidats qui sont dans une situation analogue à celle des cinq premières parties requérantes et qui souhaitent suivre cette formation durant l'année académique 2019-2020.

B.17.1. À peine de rendre impossible toute modification législative ou toute réglementation entièrement nouvelle, il ne peut être soutenu qu'une disposition nouvelle serait contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution par cela seul qu'elle modifie les conditions d'application de la législation ancienne.

Nul ne peut prétendre à l'immutabilité d'une politique ou, en l'espèce, à l'immutabilité des conditions auxquelles des médecins provenant de pays tiers non-membres de l'Union européenne peuvent venir se former en Belgique et poser, dans ce cadre, des actes médicaux.

B.17.2. Il appartient en principe au législateur, lorsqu'il décide d'introduire une nouvelle réglementation, d'estimer s'il est nécessaire ou opportun d'assortir celle-ci de dispositions transitoires. Le principe d'égalité et de non-discrimination n'est violé que si le régime transitoire ou son absence entraîne une différence de traitement dénuée de justification raisonnable ou s'il est porté une atteinte excessive au principe de la confiance légitime. Tel est le cas lorsqu'il est porté atteinte aux attentes légitimes d'une catégorie déterminée de justiciables sans qu'un motif impérieux d'intérêt général puisse justifier l'absence d'un régime transitoire établi à leur profit.

Le principe de confiance est étroitement lié au principe de la sécurité juridique, également invoqué par les parties requérantes, qui interdit au législateur de porter atteinte, sans justification objective et raisonnable, à l'intérêt que possèdent les justiciables d'être en mesure de prévoir les conséquences juridiques de leurs actes.

B.18.1. L'article 146 de la loi coordonnée du 10 mai 2015 détermine la procédure et les conditions permettant à des médecins provenant de pays tiers non-membres de l'Union européenne d'obtenir une dispense spéciale, afin de suivre une formation clinique limitée en Belgique.

La mise en œuvre de cette disposition suppose nécessairement, comme condition d'introduction de la demande, des démarches et une procédure préalables permettant à ces médecins de communiquer, dans leur dossier de demande, l'identité du maître de stage et le service de stage agréé qui les accueillera pour cette formation. Comme il est dit en B.16.1, cette procédure administrative préalable se cumule à une procédure de sélection interuniversitaire en vue d'obtenir un financement pour cette formation.

En outre, la demande de dispense spéciale doit être introduite au moins trois mois avant le début de la formation.

B.18.2. S'il est exact que, dans sa version avant l'entrée en vigueur de l'article 6 de la loi du 22 avril 2019, cette disposition ne créait ni de droit ni d'espérance légitime à l'obtention d'une telle dispense spéciale, qui était accordée par le Roi, au cas par cas, sur l'avis de l'Académie royale de médecine de Belgique ou de la « Koninklijke Academie voor Geneeskunde van België », cette disposition créait néanmoins l'espérance légitime que les médecins qui avaient introduit, avant l'entrée en vigueur de la disposition attaquée, une demande, complète et recevable, de dispense spéciale ne pourraient se voir refuser cette dispense spéciale en raison du seul fait que le bénéficiaire ne serait pas « le seul candidat formé sur base de cet article auprès du maître de stage dans ce service de stage ».

Les différentes personnes qui interviennent dans le cadre de cette procédure de sélection et d'octroi d'un financement et qui se fondaient légitimement sur la version de l'article 146 de la loi coordonnée du 10 mai 2015 tel qu'il était applicable avant l'entrée en vigueur de la disposition attaquée n'ont pas pu mettre les intéressés au courant d'un possible refus de leur dispense spéciale en raison de la limitation, par maître de stage et par service de stage, à un seul candidat médecin provenant d'un pays tiers non-membre de l'Union européenne.

B.18.3. En ne prévoyant pas de mesure transitoire au bénéfice des médecins provenant de pays tiers non-membres de l'Union européenne qui, après un processus de sélection, ont introduit une demande de dispense spéciale afin de suivre, en Belgique, une formation clinique limitée durant l'année académique 2019-2020, conformément à l'article 146 de la loi coordonnée du 10 mai 2015, tel qu'il s'appliquait avant l'entrée en vigueur de la loi du 22 avril 2019, et dont le dossier a été déclaré complet et recevable par le Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, avant le 24 mai 2019, date de l'entrée en vigueur de la loi du 22 avril 2019 précitée, le législateur a pris une mesure qui a des conséquences qui n'étaient pas prévisibles pour ces médecins ni pour les universités partenaires, les services et les maîtres de stages impliqués.

B.18.4. Ainsi, l'application immédiate de la nouvelle condition désormais prévue par l'article 146, § 2, 4^o, c), de la loi coordonnée du 10 mai 2015, aurait pour conséquence qu'au moins trois des cinq parties requérantes ne pourraient pas suivre la formation clinique limitée qu'elles pouvaient légitimement espérer ne pas se voir refuser en raison de cette limitation, par maître de stage et par service de stage, à un seul candidat médecin provenant d'un pays tiers non-membre de l'Union européenne.

Ces candidats évincés en raison de la seule limitation créée par la disposition attaquée risqueraient ainsi, en l'absence d'autre solution, de perdre une année de formation durant l'année académique 2019-2020 et le financement correspondant. Rien ne permet de considérer par ailleurs que, pour une année académique ultérieure, ils pourraient avec certitude être sélectionnés pour cette formation et obtenir la bourse correspondante.

B.18.5. Si, comme il ressort des travaux préparatoires cités en B.4.2, la mesure attaquée a pour objectif de garantir « que des étudiants belges puissent suivre un stage en Belgique », et participe aussi du « souci de garantir effectivement la qualité, l'exposition professionnelle et l'activité médicale du stage professionnel » (*Doc. parl.*, Chambre, 2018-2019, DOC 54-3526/001, p. 23), rien ne permet toutefois de considérer que la réalisation de ces objectifs soit d'une urgence telle qu'elle doive s'appliquer de manière immédiate aux médecins qui ont introduit une demande complète et recevable de dispense spéciale avant l'entrée en vigueur de la disposition attaquée, en vue d'une formation clinique limitée durant l'année académique 2019-2020.

L'article 6 attaqué de la loi du 22 avril 2019 porte donc atteinte aux attentes légitimes des personnes concernées sans qu'un motif impérieux d'intérêt général puisse justifier l'absence de régime transitoire à leur égard.

B.19. Le premier moyen est fondé.

Par ces motifs,

la Cour

- annule l'article 146, § 2, 4^o, c), de la « loi relative à l'exercice des professions des soins de santé, coordonnée le 10 mai 2015 », tel qu'il a été remplacé par l'article 6 de la loi du 22 avril 2019 « portant modification de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice de professions des soins de santé », mais uniquement en ce qu'il s'applique immédiatement aux médecins provenant de pays tiers non-membres de l'Union européenne qui, après un processus de sélection, ont introduit une demande de dispense spéciale afin de suivre, en Belgique, une formation clinique limitée durant l'année académique 2019-2020, conformément à l'article 146 de la « loi relative à l'exercice des professions des soins de santé, coordonnée le 10 mai 2015 », tel qu'il s'appliquait avant l'entrée en vigueur de la loi du 22 avril 2019 précitée, et dont le dossier a été déclaré complet et recevable par le Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, avant le 24 mai 2019, date de l'entrée en vigueur de la loi du 22 avril 2019 précitée;

- rejette le recours pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 13 novembre 2019.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux

Le président,

F. Daoût

GRONDWETTELIJK HOF

[2019/205496]

Uittreksel uit arrest nr. 174/2019 van 13 november 2019

Rolnummer 7227

In zake : het beroep tot vernietiging van artikel 6 van de wet van 22 april 2019 « tot wijziging van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen », ingesteld door Audrey Fidelia Mbi Eyere Abebi en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters F. Daoût en A. Alen, en de rechters T. Merckx-Van Goey, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman en M. Pâques, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter F. Daoût, wijst na beraad het volgende arrest :

I. — *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 2 juli 2019 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 4 juli 2019, is beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 6 van de wet van 22 april 2019 « tot wijziging van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 14 mei 2019) door Audrey Fidelia Mbi Eyere Abebi, Christian Birbarah, Marlie Abou Jaoude, Adil Ouboukhlik, Brouna Abou Jaoude en de « Université libre de Bruxelles », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. M. Uyttendaele en Mr. A. Feyt, advocaten bij de balie te Brussel.

Bij hetzelfde verzoekschrift vorderden de verzoekende partijen eveneens de schorsing van dezelfde wetsbepaling. Bij het arrest nr. 117/2019 van 13 augustus 2019, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 16 augustus 2019, heeft het Hof artikel 146, § 2, 4^o, c), van de « wet betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, gecoördineerd op 10 mei 2015 », zoals het werd vervangen bij artikel 6 van de voormelde wet van 22 april 2019, gedeeltelijk geschorst.

(...)

II. — *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepaling en de context ervan

B.1. De verzoekende partijen vorderen de vernietiging van artikel 6 van de wet van 22 april 2019 « tot wijziging van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen » (hierna : de wet van 22 april 2019).

B.2.1. Het bestreden artikel 6 vormt de enige bepaling van hoofdstuk 4, met als opschrift « Toegang voor artsen afkomstig van een niet-EU-land tot een klinische opleiding in België », van de wet van 22 april 2019.

De bestreden bepaling vervangt artikel 146 van de wet betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, gecoördineerd op 10 mei 2015 (hierna : de gecoördineerde wet van 10 mei 2015) als volgt :

« § 1. De Koning is gemachtigd om, op gemotiveerd advies van de Hoge Raad van artsen-specialisten en van huisartsen bijzondere vrijstellingen te verlenen voor de uitoefening van zekere delen van de geneeskunst zodat artsen van een derde land, niet-lid van de Europese Unie in België een beperkte klinische opleiding kunnen volgen.

Deze vrijstellingen kunnen slechts toepasselijk zijn op wat er uitdrukkelijk op vermeld staat en de begunstigden van deze vrijstellingen mogen in geen enkel geval het beroep waarbinnen zij tot een beperkte activiteit toegelaten werden, op eigen verantwoordelijkheid uitoefenen. De begunstigden van deze vrijstellingen nemen in geen geval deel aan de medische permanentie bedoeld in de artikelen 28 en 29.

Deze werkzaamheden kunnen evenmin een grond vormen voor een erkenning als bedoeld in artikel 88 of voor het uitvoeren van versterkingen die aanleiding kunnen geven tot een tussenkomst als bedoeld in de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994.

§ 2. Deze bijzondere vrijstellingen kunnen slechts toegekend worden als aan de volgende voorwaarden is voldaan :

1^o de begunstigde is houder van een diploma van arts dat door een derde land wordt uitgegeven, niet-lid van de Europese Unie;

2° tenzij de opleiding niet bestaat in zijn land van oorsprong, is hij in opleiding tot huisarts of arts-specialist in een derde land, niet-lid van de Europese Unie, of is hij erkend als huisarts of specialist in een derde land, niet-lid van de Europese Unie, en wenst hij een bijzondere techniek of expertise in zijn domein te verwerven;

3° de door deze vrijstelling toegelaten opleiding vindt plaats in of onder coördinatie van en toezicht door een universitair ziekenhuis of universitaire ziekenhuisdienst, aangewezen door de Koning, onder leiding en toezicht van een door de minister bevoegd voor Volksgezondheid erkende stagemeester. Bedoelde stagemeester is als zelfstandig academisch personeel verbonden met een medische faculteit met volledig leerplan.

4° tussen de universiteit van een derde land, niet-lid van de Europese Unie en de Belgische universiteit waar de opleiding plaatsvindt, wordt een overeenkomst afgesloten waaruit blijkt :

- a) dat de universiteit van het derde land de begunstigde aanbeveelt;
- b) dat de directe en indirecte kosten van deze opleiding ten laste genomen worden door de universiteit van het derde land of door een beurs toegekend door een Belgische instelling, een intergouvernementele instelling of een niet-gouvernementele organisatie (ngo);
- c) dat de begunstigde de enige kandidaat is die op basis van dit artikel opgeleid wordt bij de stagemeester bij deze stagedienst;
- d) wat de doelstellingen en de eindtermen van de stage zijn;
- e) wat de noodzaak van deze opleiding is;
- f) dat de universiteit van het derde land, niet-lid van de Europese Unie een garantie geeft dat de betrokken persoon na afloop van de stage naar het thuisland kan terugkeren, en hetzij de vervolgopleiding voortzet, hetzij professioneel als arts een werkplaats kan innemen.

De bijzondere vrijstellingen worden toegekend onder ontbindende voorwaarde dat de begunstigde een verblijfstitel overeenkomstig de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, voor het begin van de opleiding bezorgt aan de directeur-generaal van het Directoraat-Generaal Gezondheidszorg van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu.

§ 3. De aanvraag om de bijzondere vrijstellingen bedoeld in de eerste paragraaf te kunnen genieten moet ten minste drie maanden vóór het begin van de opleiding worden ingediend, door middel van het aanvraagformulier opgesteld door de minister bevoegd voor Volksgezondheid, en moet samen met de in dit formulier vermelde bewijsstukken worden opgestuurd.

De aanvraag is vergezeld van de machtiging tot uitoefening van het land waar hij gewoonlijk zijn beroep uitoefent, van de gegevens met betrekking tot de dekking door de verzekering of andere middelen van persoonlijke of collectieve bescherming betreffende de professionele verantwoordelijkheid, alsook een certificaat van goed professioneel gedrag.

De aanvraag om de bijzondere vrijstellingen wordt per aangetekend schrijven gericht aan het Directoraat-Generaal Gezondheidszorg van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu ter attentie van de directeur-generaal.

§ 4. De vrijstelling laat de begunstigde toe om ten hoogste 12 maanden van opleiding in België te genieten. Bedoelde 12 maanden kunnen opgesplitst worden in afgescheiden periodes.

Bij wijze van uitzondering is, na een gunstige evaluatie van de stagebegeleider die tijdens het eerste opleidingsjaar de supervisie heeft gehad, een verlenging van maximum twaalf maanden mogelijk voor zover dit nodig is om de opleiding te beëindigen.

De gemotiveerde vraag tot verlenging wordt ingediend per aangetekend schrijven en gericht aan het Directoraat-Generaal Gezondheidszorg van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Leefmilieu en Veiligheid van de Voedselketen, ter attentie van de directeur-generaal en dit ten minste drie maanden voorafgaand aan de gevraagde verlenging.

§ 5. Vooraleer het dossier over te maken aan de Hoge Raad van artsen-specialisten en van huisartsen gaat het Directoraat-Generaal Gezondheidszorg van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu met het oog op de ontvankelijkheid, na of de voorschriften in dit artikel zijn nageleefd.

Indien dit niet het geval is, wordt de belanghebbende daarvan in kennis gesteld. De belanghebbende heeft vanaf deze kennisname vijftien werkdagen om het dossier te vervolledigen.

Indien de termijn van vijftien werkdagen wordt overschreden, is het dossier onontvankelijk en wordt het dossier administratief afgesloten.

§ 6. De verantwoordelijke van de stagedienst waar de opleiding plaatsvindt, meldt aan de bevoegde geneeskundige commissie en de bevoegde provinciale raad van de Orde der artsen de aanwezigheid van de begunstigde, de duur van de opleiding en de omvang van de uitoefening van de geneeskunst als bedoeld in het eerste lid.

Na afloop van de opleiding bezorgt de verantwoordelijke van de stagedienst een verslag aan de Hoge Raad van artsen-specialisten en huisartsen ».

B.2.2. Vóór de vervanging ervan bij de bestreden bepaling luidde artikel 146 van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 :

« De Koning is gemachtigd om, op advies van de Koninklijke Academie voor Geneeskunde van België of van de ' Académie Royale de Médecine de Belgique ', bijzondere vrijstellingen te verlenen voor de uitoefening van zekere delen der geneeskunst zodat zij in België een beperkte klinische opleiding kunnen volgen en dit in het kader van de medische en wetenschappelijke samenwerking met landen die geen Lidstaat zijn van de Europese Unie.

Deze vrijstellingen kunnen slechts toepasselijk zijn op wat er uitdrukkelijk op vermeld staat en de begunstigten van deze vrijstellingen mogen in geen enkel geval het beroep waarbinnen zij tot een beperkte activiteit toegelaten werden, op eigen verantwoordelijkheid uitoefenen.

Deze werkzaamheden kunnen evenmin een grond vormen voor een erkenning bedoeld in artikel 88 of voor het uitvoeren van verstrekingen die aanleiding kunnen geven tot een tussenkomst bepaald bij de Ziekteverzekeringwet van 14 juli 1994.

De in het eerste lid bedoelde speciale vrijstellingen die betrekking hebben op een klinische artsenopleiding, kunnen slechts toegekend worden als de volgende voorwaarden zijn vervuld :

1° de begunstigde is houder van een diploma van arts dat door een derde land wordt uitgegeven, niet-lid van de Europese Unie;

2° hij heeft een opleiding van geneesheer-specialist aangevat in een derde land, niet-lid van de Europese Unie, waarvan hij minstens in het eerste jaar is geslaagd, of hij is erkend als huisarts of specialist in een derde land, niet-lid van de Europese Unie, en wenst een bijzondere techniek of expertise in zijn domein te verwerven;

3° hij wordt door een universiteit van een derde land, niet-lid van de Europese Unie, aan een Belgische universiteit aanbevolen.

De door deze vrijstelling toegelaten opleiding moet in een dienst van universitaire stage plaatsvinden erkend door de minister bevoegd voor Volksgezondheid. De vrijstelling laat de begunstigde toe om ten hoogste twee jaar van opleiding in België uit te voeren; het tweede jaar wordt slechts na een gunstige evaluatie van de stagebegeleider uitgevoerd die tijdens het eerste opleidingsjaar de supervisie heeft gehad.

Bij wijze van uitzondering voor bijzondere wetenschappelijke verdienste of wegens humanitaire redenen kan een derde opleidingsjaar door een unaniem advies van de bevoegde commissie van de Academie toegekend worden.

De aanvraag om de speciale vrijstellingen bedoeld in het eerste lid te kunnen genieten moet ten minste drie maanden vóór het begin van de opleiding worden ingediend, door middel van het formulier opgesteld door de minister bevoegd voor Volksgezondheid, en moet samen met de in dit formulier vermelde bewijsstukken worden opgestuurd ».

B.2.3. De bestreden bepaling is in werking getreden op 24 mei 2019.

B.3.1. Artikel 146 van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 vindt zijn oorsprong in artikel 49ter van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 « betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen », zoals het is ingevoegd bij artikel 206 van de wet van 22 februari 1998 « houdende sociale bepalingen », aangevuld bij artikel 124 van de wet van 27 december 2005 « houdende diverse bepalingen » en vervolgens gewijzigd bij artikel 30 van de wet van 13 december 2006 « houdende diverse bepalingen betreffende gezondheid ».

B.3.2. Artikel 146 van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015, zowel in de versie vóór als in de versie die voortvloeit uit de vervanging ervan bij artikel 6 van de wet van 22 april 2019, machtigt de Koning ertoe bijzondere vrijstellingen te verlenen voor de uitoefening van zekere delen van de geneeskunst, teneinde aan artsen afkomstig uit landen die geen lid zijn van de Europese Unie de mogelijkheid te geven in België een beperkte klinische opleiding te volgen. Die vrijstelling geldt slechts voor wat uitdrukkelijk erop vermeld staat en wordt in beginsel slechts verleend voor een beperkte periode.

De begunstigten van de bijzondere vrijstelling mogen in geen geval het beroep waarbinnen zij tot een beperkte activiteit toegelaten werden op eigen verantwoordelijkheid uitoefenen en hun werkzaamheden kunnen geen grond vormen voor een erkenning als arts-specialist noch voor het uitvoeren van verstrekkingen die aanleiding kunnen geven tot een tussenkomst zoals is bedoeld in de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.

B.4.1. In de memorie van toelichting bij het wetsvoorstel dat de wet van 22 april 2019 is geworden, wordt vermeld dat de wijziging van artikel 146 van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 « tot doel [heeft] preciseringen en beperkingen aan te brengen aan de voorwaarden voor artsen die een opleiding van arts-specialist of huisarts aangevat hebben in een derde land, niet-lid van de Europese Unie of erkend zijn als huisarts of specialist in een derde land, niet-lid van de Europese Unie, en die een bijzondere techniek of expertise in hun domein willen verwerven tijdens een opleiding in een stageplaats in een Belgisch(e) universitair ziekenhuis of universitaire ziekenhuisdienst aangewezen door de Koning » (*Parl. St.*, Kamer, 2018-2019, DOC 54-3526/001, p. 13).

B.4.2. Zoals het van toepassing was vóór de vervanging ervan bij de bestreden bepaling, legde artikel 146 van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 niet de verplichting op dat tussen de universiteit van een derde land dat geen lid is van de Europese Unie en de Belgische universiteit waar de opleiding plaatsvindt, een overeenkomst wordt gesloten waaruit onder meer blijkt dat de begunstigde de enige kandidaat is die op basis van dat artikel opgeleid wordt bij de stagemeeester bij die stagedienst (nieuw artikel 146, § 2, 4^o, c), van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015).

Wat die vereiste betreft, vermeldt de toelichting bij het bestreden artikel :

« Nieuw daarbij is dat er tussen de universiteit die de begunstigde uitstuurt en de Belgische universiteit waar de opleiding plaatsvindt of van waaruit zij wordt gecoördineerd een overeenkomst dient afgesloten te worden waarin wordt opgenomen dat de universiteit van het derde land de begunstigde aanbeveelt en de noodzaak van deze opleiding motiveert; dat de universiteit van het derde land of een andere externe financieringsbron de directe en indirecte kosten van deze opleiding ten laste neemt; dat de begunstigde de enige is die overeenkomstig dit artikel een stageplaats invult binnen het aan de bedoelde dienst toegewezen aantal stageplaatsen.

Deze laatste voorwaarde heeft tot doel in eerste instantie te voorzien dat Belgische studenten een stage in België kunnen volgen. Met andere woorden, de stagedienst en de stagemeeester dienen een afweging te maken over het invullen van het toegekende quotum van de stagedienst. Deze bepaling is mee ingegeven door de bezorgdheid dat de kwaliteit, de professionele expositie en de medische activiteit van de professionele stage, al dan niet in het kader van de bedoelde vrijstelling, werkelijk moet [en] gegarandeerd zijn » (*ibid.*, pp. 22-23).

B.4.3. De indieners van het wetsvoorstel dat de wet van 22 april 2019 is geworden, hebben ook gepreciseerd :

« Aangaande de opleiding en de stages van de artsen uit niet-EU-lidstaten strekt het wetsvoorstel ertoe voor die studenten te voorzien in kwaliteitsgaranties wat hun werkomstandigheden betreft. Het is niet de bedoeling dat ze geen toegang zouden krijgen tot de stages. Er zullen overeenkomsten moeten worden gesloten met de buitenlandse universiteiten waar die studenten zijn ingeschreven. De duur van de stage wordt vastgelegd op één jaar en kan met één jaar worden verlengd » (*Parl. St.*, Kamer, 2018-2019, DOC 54-3526/003, pp. 7-8).

Ook werd aangegeven dat « het belangrijk is dat een arts uit een niet-EU-lidstaat zijn medische expertise in de praktijk kan brengen in België. Dit maakt deel uit van een constructieve benadering in het debat over de contingentering dat al sinds enige tijd aan de gang is » (*ibid.*, p. 8).

Ten aanzien van het belang van de verzoekende partijen

B.5. De Grondwet en de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof vereisen dat elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt, doet blijken van een belang. Van het vereiste belang doen slechts blijken de personen wier situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt.

B.6. De eerste vijf verzoekende partijen zijn houder van een diploma van arts uitgereikt door een derde land dat geen lid is van de Europese Unie. Zij zijn door de ULB/Fosom geselecteerd om tijdens het academiejaar 2019-2020 een beperkte klinische opleiding te volgen in een stagedienst van het ULB-netwerk en kunnen daartoe een beurs verkrijgen. Zij hebben hun aanvraag voor een bijzondere vrijstelling ingediend overeenkomstig artikel 146 van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015, in de versie ervan vóór de inwerkingtreding van de bestreden bepaling, en hun dossier is door de FOD Volksgezondheid volledig en ontvankelijk verklaard vóór de inwerkingtreding van de wet van 22 april 2019.

B.7.1. De eerste drie verzoekende partijen beogen in 2019-2020 een stage te doen in dezelfde dienst gynaecologie van het ULB-netwerk. De vierde en de vijfde verzoekende partij beogen in 2019-2020, samen met een andere kandidaat die onderdaan is van een derde land dat geen lid is van de Europese Unie, een stage te doen in dezelfde dienst anesthesie van datzelfde netwerk. Daartoe hebben zij, respectievelijk, het akkoord verkregen van de stagemeeester in de betrokken stagedienst.

B.7.2. Door de ontstentenis van een overgangsregeling voor het academiejaar 2019-2020 kan de bestreden bepaling de situatie van die verzoekende partijen rechtstreeks en ongunstig raken, aangezien de betrokken stagediensten voortaan slechts één enkele kandidaat zullen kunnen opvangen die onderdaan is van een derde land dat geen lid is van de Europese Unie.

B.8. De zesde verzoekende partij is de « Université libre de Bruxelles » (hierna : ULB). Zij verantwoordt haar belang om in rechte op te treden door het feit dat de bestreden bepaling afbreuk zou doen aan haar algemene doelstellingen inzake opleiding en onderwijs, alsook aan haar specifieke doelstellingen in het kader van de activiteiten van het FosFom (« Fonds de Soutien à la Formation Médicale »), dat de selectie en de toekenning van beurzen aan artsen die afkomstig zijn uit derde landen die geen lid zijn van de Europese Unie, organiseert opdat zij in een ziekenhuis van het netwerk van de ULB een beperkte klinische opleiding zouden kunnen volgen.

De verzoekende partij doet aldus blijken van het rechtens vereiste belang.

Ten aanzien van de omvang van het beroep tot vernietiging

B.9.1. Het Hof moet de omvang van het beroep tot vernietiging vaststellen uitgaande van de inhoud van het verzoekschrift en in het bijzonder op basis van de uiteenzetting van de middelen. Het Hof beperkt zijn onderzoek tot de bepalingen waartegen middelen zijn gericht.

B.9.2. Uit de uiteenzetting van de middelen blijkt dat de grieven van de verzoekende partijen enkel betrekking hebben op artikel 146, § 2, 4^o, c), van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015, zoals het is vervangen bij het bestreden artikel 6 van de wet van 22 april 2019, in zoverre die bepaling de vereiste instelt volgens welke de begunstigde « de enige kandidaat » moet zijn « die op basis van dit artikel opgeleid wordt bij de stagemeeester bij deze stagedienst ».

B.9.3. Het Hof beperkt zijn onderzoek bijgevolg in die mate.

Ten gronde

B.10. De verzoekende partijen leiden twee middelen af ter staving van hun beroep tot vernietiging. Aangezien het tweede middel strekt tot de volledige vernietiging van de bestreden bepaling, terwijl in het eerste middel slechts de ontstentenis van een overgangsregeling wordt bekritiseerd, onderzoekt het Hof eerst het tweede middel.

Wat betreft het tweede middel

B.11. Het tweede middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

De verzoekende partijen zijn van mening dat door slechts één enkele stageplaats per stagedienst voor te behouden aan een onderdaan van een derde land dat geen lid van de Europese Unie is, de bestreden bepaling, zonder objectieve en redelijke verantwoording, situaties die niet vergelijkbaar zijn, op identieke wijze behandelt, aangezien zij geenszins rekening houdt met de erkende opvangcapaciteit, noch met de beoordelingsvrijheid van de stagemeeester die, overeenkomstig zijn erkenning, verscheidene kandidaten zou wensen op te leiden.

Ter staving van hun grieven verwijzen de verzoekende partijen inzonderheid naar het ministerieel besluit van 23 april 2014 « tot vaststelling van de algemene criteria voor de erkenning van arts-specialisten, stagemeeesters en stagediensten » (hierna : het ministerieel besluit van 23 april 2014), dat het aantal kandidaten vaststelt die per stagemeeester en per stagedienst kunnen worden opgevangen. Volgens de verzoekende partijen zou de absolute grens van één kandidaat-stagiair die onderdaan is van een derde land dat geen lid van de Europese Unie is, onverantwoord en onevenredig zijn, want zij zou geen rekening houden met het feit dat sommige erkende stagemeeesters meer dan een dertigtal kandidaat-specialisten per stagejaar kunnen opleiden.

B.12.1. Artikel 29 van het ministerieel besluit van 23 april 2014 bepaalt :

« Een stagemeeester neemt slechts de vorming van een beperkt aantal kandidaat-specialisten op zich in functie van het aantal bedden, de verantwoorde activiteit, het aantal opnamen met inbegrip van de opnamen in daghospitalisatie, het aantal consultaties in de stagedienst en het aantal erkende arts-specialisten in de stagedienst.

In het erkenningsbesluit van de stagemeeester wordt het maximum aantal kandidaat-specialisten vastgesteld per stagejaar ».

Hoofdstuk 2 van het ministerieel besluit van 23 april 2014 stelt de algemene criteria voor de erkenning van artsen-specialisten vast en regelt de opleiding en de stage die zij moeten volgen. Artikel 2 van het voormelde ministerieel besluit bepaalt dat vooraleer zijn opleiding te starten, de kandidaat-specialist voorafgaandelijk gemachtigd is om de geneeskunde conform de bepalingen van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 in België uit te oefenen.

Hoofdstuk 3 van dat besluit regelt de algemene criteria voor de erkenning van stagemeeesters. Die regels hebben uitsluitend betrekking op de competenties van de stagemeeesters wat de opleiding van de in het voormelde ministerieel besluit bedoelde artsen-specialisten betreft.

B.12.2. Het bestreden artikel 146 van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015, zoals het is vervangen bij artikel 6 van de wet van 22 april 2019, is geheel vreemd aan het voorwerp van het voormelde ministerieel besluit. Bij die bepaling is de Koning gemachtigd om, op advies van de Hoge Raad van artsen-specialisten en van huisartsen bijzondere vrijstellingen te verlenen voor de uitoefening van zekere delen van de geneeskunst zodat artsen van een land dat geen lid van de Europese Unie is, in België een beperkte klinische opleiding kunnen volgen met het doel een bijzondere techniek of expertise in hun domein te verwerven (*Parl. St.*, Kamer, 2018-2019, DOC 54-3526/001, p. 13). Die vrijstelling is enkel van toepassing op wat daarin uitdrukkelijk is vermeld en wordt in beginsel slechts verleend voor maximaal twaalf maanden.

Zoals in B.3.2 is vermeld, mogen de begunstigten van de bijzondere vrijstelling in geen geval het beroep waarbinnen zij tot een beperkte activiteit toegelaten werden op eigen verantwoordelijkheid uitoefenen en hun werkzaamheden kunnen geen grond vormen voor een erkenning als arts-specialist noch voor het uitvoeren van verstrekkingen die aanleiding kunnen geven tot een tussenkomst zoals is bedoeld in de wet « betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994 ».

Volgens artikel 146, § 2, 3^o, van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 vindt de door deze bijzondere vrijstelling toegelaten beperkte klinische opleiding plaats in een universitair ziekenhuis of in een universitaire ziekenhuisdienst, onder leiding en toezicht van een stagemeeester die door de minister van Volksgezondheid is erkend en die als zelfstandig academisch personeel verbonden is met een medische faculteit met volledig leerplan.

B.12.3. Rekening houdend met hetgeen voorafgaat, kunnen de begunstigten van de bijzondere vrijstelling met het oog op een beperkte klinische opleiding in de zin van artikel 146 van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 niet worden gelijkgesteld met « kandidaat-specialisten » in de zin van het ministerieel besluit van 23 april 2014. Dat besluit en, meer in het bijzonder, de regels met betrekking tot de stage en de stagemeeesters zijn op hen niet van toepassing.

B.12.4. In de in B.4.2 aangehaalde parlementaire voorbereiding wordt trouwens vermeld dat de bestreden bepaling is ingegeven door de gewettigde doelstelling dat « de kwaliteit, de professionele expositie en de medische activiteit van de professionele stage, al dan niet in het kader van de bedoelde vrijstelling, werkelijk [moeten] gegarandeerd zijn » (*Parl. St.*, Kamer, 2018-2019, DOC 54-3526/001, p. 23).

De beperking vervat in de bestreden bepaling streeft aldus een andere doelstelling na en kadert in een andere context dan die van de regeling inzake opleiding en erkenning van de artsen-specialisten vervat in het ministerieel besluit van 23 april 2014.

B.12.5. Aangezien de bestreden bepaling geheel vreemd is aan de regels vervat in het ministerieel besluit van 23 april 2014, is het niet zonder redelijke verantwoording geen rekening te houden met de omvang en de behoeften van de stagediensten om het aantal begunstigten te bepalen van de uitzonderingsregeling waarin is voorzien voor buitenlandse artsen-stagiairs, in tegenstelling tot hetgeen het geval is voor de kandidaat-specialisten in opleiding.

B.13.1. In tegenstelling tot hetgeen de verzoekende partijen betogen, heeft de bestreden bepaling evenmin tot gevolg dat zij afbreuk doet aan de bevoegdheden die de stagemeeesters zouden hebben om te beslissen over de kandidaten en over het aantal kandidaten die zij opvangen in het kader van de stage voor artsen-specialisten.

Overeenkomstig artikel 146 van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 komt het immers alleen de Koning toe, in elk individueel geval en op advies van de Hoge Raad van artsen-specialisten en van huisartsen, te beslissen aan welke personen een bijzondere vrijstelling wordt verleend.

B.13.2. Vanaf de inwerkingtreding van de bestreden bepaling zullen noch de geïnteresseerde kandidaten afkomstig uit een derde land dat geen lid van de Europese Unie is, noch de mogelijke stagemeeesters geen weet kunnen hebben van de beperking per stagedienst en per stagemeeester van het aantal begunstigden van de bijzondere vrijstelling die wordt verleend teneinde de in de bestreden bepaling bedoelde beperkte klinische opleiding te volgen.

Zij zullen aldus stappen kunnen ondernemen bij mogelijke stagemeeesters en hun aanvraagdossier, alsook hun aanvraag voor financiering, kunnen opstellen, rekening houdend met die grens. De verzoekende partijen voeren trouwens geenszins het bestaan aan van een tekort aan mogelijke stagemeeesters dat, rekening houdend met de bestreden beperking, buitenlandse kandidaten zou kunnen beletten, vanaf de inwerkingtreding van de bestreden bepaling, hun aanvraag voor een bijzondere vrijstelling met het oog op een beperkte klinische opleiding in België in te dienen.

Voor het overige zijn ook de kandidaat-specialisten onderworpen aan beperkingen met betrekking tot het aantal beschikbare stageplaatsen en niet alle kandidaten kunnen worden toegelaten tot een stage van hun keuze.

B.14. Het tweede middel is niet gegrond.

Wat betreft het eerste middel

B.15. Het eerste middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de beginselen van rechtszekerheid en gewettigd vertrouwen.

De verzoekende partijen voeren aan dat de bestreden bepaling, door niet te voorzien in een overgangsbepaling, op discriminerende wijze afbreuk doet aan de gewettigde belangen van de artsen die afkomstig zijn uit derde landen die geen lid zijn van de Europese Unie, die, na een selectieprocedure, een aanvraag voor een bijzondere vrijstelling hebben ingediend om in het academiejaar 2019-2020 in België een beperkte klinische opleiding te volgen, overeenkomstig artikel 146 van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015, zoals het van toepassing was vóór de inwerkingtreding van de wet van 22 april 2019, en van wie het dossier door de FOD Volksgezondheid volledig en ontvankelijk is verklaard vóór de inwerkingtreding van de wet van 22 april 2019. Volgens de verzoekende partijen konden die artsen na de selectieprocedure uitgevoerd door de ULB-Fosfom, redelijkerwijs verwachten dat zij de voormelde opleiding in het academiejaar 2019-2020 zouden kunnen volgen.

De onmiddellijke toepassing van de bestreden bepaling zou eveneens ernstig afbreuk doen aan de legitieme verwachtingen van de ULB/Fosfom en van de stagemeeesters en de stagediensten ervan, die zich ertoe hadden verbonden die kandidaten op te vangen, alsook aan die van de partneruniversiteiten, die in de loop van het academiejaar 2019-2020 geen oplossing zullen kunnen vinden voor de opleiding van talrijke kandidaten.

B.16.1. Uit het onderzoek van de bij het verzoekschrift gevoegde stukken blijkt dat de eerste vijf verzoekende partijen krachtens artikel 146 van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015, zoals van toepassing vóór de vervanging ervan bij de bestreden bepaling, een aanvraag voor een vrijstelling hebben ingediend teneinde van 1 oktober 2019 tot 30 september 2020 bij een ziekenhuis van het ULB-netwerk een beperkte klinische opleiding te volgen.

Zij zijn door de ULB/Fosfom geselecteerd na afloop van een procedure in twee stappen: eerst binnen hun universiteit van herkomst, door een examencommissie bestaande uit de autoriteiten van de faculteit geneeskunde van de universiteit van herkomst en van de ULB, vervolgens door de examencommissie van de Master Specialisatie van de ULB.

Zij zijn begunstigden van een door het Fosfom toegekende beurs voor het academiejaar 2019-2020, die eveneens de inschrijvingskosten en de vliegtuigtickets heen en terug dekt.

De indiening van een aanvraag voor een bijzondere vrijstelling wordt bijgevolg voorafgegaan door een lange procedure met het oog op de selectie en de financiering van de kandidaat-artsen-stagiairs afkomstig uit derde landen die geen lid van de Europese Unie zijn.

B.16.2. De wet van 22 april 2019, die in werking is getreden op 24 mei 2019, bevat geen overgangsbepaling die de artsen beoogt die afkomstig zijn uit derde landen die geen lid zijn van de Europese Unie, die, na een selectieprocedure, een aanvraag voor een bijzondere vrijstelling hebben ingediend teneinde in het academiejaar 2019-2020 in België een beperkte klinische opleiding te volgen, overeenkomstig artikel 146 van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015, zoals het van toepassing was vóór de inwerkingtreding van de wet van 22 april 2019, en van wie het dossier vóór de inwerkingtreding van die laatste wet door de FOD Volksgezondheid volledig en ontvankelijk is verklaard.

De vereiste volgens welke de begunstigde « de enige kandidaat » moet zijn « die op basis van dit artikel opgeleid wordt bij de stagemeeester bij deze stagedienst » is bijgevolg onmiddellijk van toepassing op de aanvraag van de kandidaten die zich in een situatie bevinden die analoog is met die van de eerste vijf verzoekende partijen en die die opleiding wensen te volgen in het academiejaar 2019-2020.

B.17.1. Elke wetswijziging of het uitvaardigen van een volledig nieuwe regeling zou onmogelijk worden, mocht worden aangenomen dat een nieuwe bepaling in strijd zou zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet om de enkele reden dat zij de toepassingsvoorwaarden van de vroegere wetgeving wijzigt.

Niemand kan aanspraak maken op het ongewijzigd blijven van een beleid of, te dezen, het ongewijzigd blijven van de voorwaarden waaronder artsen die afkomstig zijn uit derde landen die geen lid zijn van de Europese Unie een opleiding kunnen komen volgen in België en, in dat kader, medische handelingen kunnen verrichten.

B.17.2. Het staat in beginsel aan de wetgever om, wanneer hij beslist nieuwe regelgeving in te voeren, te beoordelen of het noodzakelijk of opportuun is die beleidswijziging vergezeld te doen gaan van overgangsmaatregelen. Het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie wordt slechts geschonden indien de overgangsregeling of de ontstentenis daarvan tot een verschil in behandeling leidt waarvoor geen redelijke verantwoording bestaat of indien aan het vertrouwensbeginsel of buitensporige wijze afbreuk wordt gedaan. Dat is het geval wanneer afbreuk wordt gedaan aan de legitieme verwachtingen van een bepaalde categorie van rechtzoekenden zonder dat een dwingende reden van algemeen belang de ontstentenis van een overgangsregeling voor hen kan verantwoorden.

Het vertrouwensbeginsel is nauw verbonden met het - tevens door de verzoekende partijen aangevoerde - rechtszekerheidsbeginsel, dat de wetgever verbiedt om zonder objectieve en redelijke verantwoording afbreuk te doen aan het belang van de rechtzoekenden om in staat te zijn de rechtsgevolgen van hun handelingen te voorzien.

B.18.1. Artikel 146 van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 bepaalt volgens welke procedure en onder welke voorwaarden een bijzondere vrijstelling kan worden verkregen door artsen die afkomstig zijn uit derde landen die geen lid zijn van de Europese Unie, om in België een beperkte klinische opleiding te volgen.

De inwerkingstelling van die bepaling veronderstelt noodzakelijkerwijs, als voorwaarde voor het indienen van de aanvraag, voorafgaande stappen en een voorafgaande procedure welke die artsen toelaten, in hun aanvraagdossier, de identiteit van de stagemeester en de erkende stagedienst die hen voor die opleiding zal opvangen, mee te delen. Zoals in B.16.1 is vermeld, komt die voorafgaande administratieve procedure bovenop een interuniversitaire selectieprocedure met het oog op het verkrijgen van een financiering voor die opleiding.

Bovendien moet de aanvraag voor een bijzondere vrijstelling minstens drie maanden vóór de aanvang van de opleiding worden ingediend.

B.18.2. Ook al is het juist dat die bepaling, in de versie ervan vóór de inwerkingtreding van artikel 6 van de wet van 22 april 2019, geen recht, noch een legitieme verwachting deed ontstaan om zulk een bijzondere vrijstelling, die door de Koning in elk individueel geval werd verleend, op advies van de Koninklijke Academie voor Geneeskunde van België of van de « Académie royale de médecine de Belgique », te verkrijgen, toch deed die bepaling de legitieme verwachting ontstaan dat aan de artsen die vóór de inwerkingtreding van de bestreden bepaling een volledige en ontvankelijke aanvraag voor een bijzondere vrijstelling hadden ingediend, die bijzondere vrijstelling niet zou kunnen worden geweigerd louter wegens het enkele feit dat de begunstigde niet « de enige kandidaat [zou zijn] die op basis van dit artikel opleid wordt bij de stagemeester bij deze stagedienst ».

De verschillende personen die optreden in het kader van die procedure voor de selectie en de toekenning van een financiering, en die op rechtmatige wijze steunden op de versie van artikel 146 van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 zoals het van toepassing was vóór de inwerkingtreding van de bestreden bepaling, hebben de betrokkenen niet op de hoogte kunnen brengen van een mogelijke weigering van hun bijzondere vrijstelling wegens de beperking, per stagemeester en per stagedienst, tot één enkele kandidaat-arts die afkomstig is uit een derde land dat geen lid is van de Europese Unie.

B.18.3. Door niet te voorzien in een overgangsmaatregel ten gunste van de artsen die afkomstig zijn uit derde landen die geen lid zijn van de Europese Unie, die na een selectieprocedure een aanvraag voor een bijzondere vrijstelling hebben ingediend teneinde in het academiejaar 2019-2020 in België een beperkte klinische opleiding te volgen, overeenkomstig artikel 146 van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015, zoals het van toepassing was vóór de inwerkingtreding van de wet van 22 april 2019, en van wie het dossier volledig en ontvankelijk is verklaard door de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, vóór 24 mei 2019, namelijk de datum van inwerkingtreding van de voormelde wet van 22 april 2019, heeft de wetgever een maatregel genomen die gevolgen heeft die niet voorzienbaar waren voor die artsen, noch voor de betrokken partneruniversiteiten, stagediensten en stagemeesters.

B.18.4. Zo zou de onmiddellijke toepassing van de nieuwe voorwaarde die voortaan bepaald is in artikel 146, § 2, 4°, c), van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 tot gevolg hebben dat ten minste drie van de vijf verzoekende partijen niet de beperkte klinische opleiding zouden kunnen volgen waarvan zij rechtmatig konden verwachten dat die hun niet zou worden geweigerd wegens die beperking, per stagemeester en per stagedienst, tot één enkele kandidaat-arts die afkomstig is uit een derde land dat geen lid van de Europese Unie is.

Die kandidaten, die enkel om reden van de bij de bestreden bepaling in het leven geroepen beperking zijn afgewezen, zouden aldus, wegens het ontbreken van een andere oplossing, in het academiejaar 2019-2020 een jaar opleiding en de overeenkomstige financiering dreigen te verliezen. Niets maakt het mogelijk daarenboven ervan uit te gaan dat zij met zekerheid, voor een later academiejaar, voor die opleiding zouden kunnen worden geselecteerd en de overeenkomstige beurs zouden kunnen verkrijgen.

B.18.5. Ook al heeft de bestreden maatregel, zoals blijkt uit de in B.4.2 geciteerde parlementaire voorbereiding, tot doel te waarborgen « dat Belgische studenten een stage in België kunnen volgen » en is hij ook ingegeven door « de bezorgdheid dat de kwaliteit, de professionele expositie en de medische activiteit van de professionele stage [...] werkelijk [moeten] gegarandeerd zijn » (*Parl. St.*, Kamer, 2018-2019, DOC 54-3526/001, p. 23), laat evenwel niets toe ervan uit te gaan dat de wezenlijk van die doelstellingen dermate dringend is dat die maatregel onmiddellijk moet ingaan voor de artsen die, met het oog op een beperkte klinische opleiding tijdens het academiejaar 2019-2020, een volledige en ontvankelijke aanvraag voor een bijzondere vrijstelling hebben ingediend vóór de inwerkingtreding van de bestreden bepaling.

Het bestreden artikel 6 van de wet van 22 april 2019 doet dus afbreuk aan de legitieme verwachtingen van de betrokken personen zonder dat een dwingende reden van algemeen belang de ontstentenis van een overgangsregeling te hunnen aanzien kan verantwoorden.

B.19. Het eerste middel is gegrond.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt artikel 146, § 2, 4°, c), van de « wet betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, gecoördineerd op 10 mei 2015 », zoals het werd vervangen bij artikel 6 van de wet van 22 april 2019 « tot wijziging van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen », maar enkel in zoverre het onmiddellijk van toepassing is op de artsen die afkomstig zijn uit derde landen die geen lid zijn van de Europese Unie, die, na een selectieprocedure, een aanvraag voor een bijzondere vrijstelling hebben ingediend om in het academiejaar 2019-2020 in België een beperkte klinische opleiding te volgen, overeenkomstig artikel 146 van de « wet betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, gecoördineerd op 10 mei 2015 », zoals het van toepassing was vóór de inwerkingtreding van de voormelde wet van 22 april 2019, en van wie het dossier door de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu volledig en ontvankelijk is verklaard vóór 24 mei 2019, namelijk de datum van inwerkingtreding van de voormelde wet van 22 april 2019;

- verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 13 november 2019.

De griffier,
P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,
F. Daoût

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2019/205496]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 174/2019 vom 13. November 2019

Geschäftsverzeichnisnummer 7227

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 6 des Gesetzes vom 22. April 2019 « zur Abänderung des am 10. Mai 2015 koordinierten Gesetzes über die Ausübung der Gesundheitspflegeberufe », erhoben von Audrey Fidelia Mbi Eyere Abebi und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten F. Daoût und A. Alen, und den Richtern T. Merckx-Van Goey, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman und M. Pâques, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten F. Daoût,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. — *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 2. Juli 2019 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 4. Juli 2019 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage Nichtigerklärung von Artikel 6 des Gesetzes vom 22. April 2019 « zur Abänderung des am 10. Mai 2015 koordinierten Gesetzes über die Ausübung der Gesundheitspflegeberufe » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 14. Mai 2019): Audrey Fidelia Mbi Eyere Abebi, Christian Birbarah, Marlie Abou Jaoude, Adil Ouboukhlik, Brouna Abou Jaoude und die « Université libre de Bruxelles », unterstützt und vertreten durch RA M. Uyttendaele und RÄin A. Feyt, in Brüssel zugelassen.

Mit derselben Klageschrift beantragten die klagenden Parteien ebenfalls die einstweilige Aufhebung derselben Gesetzesbestimmung. Durch Entscheid Nr. 117/2019 vom 13. August 2019, veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 16. August 2019, hat der Gerichtshof Artikel 146 § 2 Nr. 4 Buchstabe c) des am 10. Mai 2015 koordinierten Gesetzes « über die Ausübung der Gesundheitspflegeberufe », ersetzt durch Artikel 6 des vorerwähnten Gesetzes vom 22. April 2019, teilweise einstweilig aufgehoben.

(...)

II. — *Rechtliche Würdigung*

(...)

In Bezug auf die angefochtene Bestimmung und deren Kontext

B.1. Die klagenden Parteien beantragen die Nichtigerklärung von Artikel 6 des Gesetzes vom 22. April 2019 « zur Abänderung des am 10. Mai 2015 koordinierten Gesetzes über die Ausübung der Gesundheitspflegeberufe » (nachstehend: Gesetz vom 22. April 2019).

B.2.1. Der angefochtene Artikel 6 stellt die einzige Bestimmung von Kapitel 4 mit der Überschrift « Zugang zu einer klinischen Ausbildung in Belgien für Ärzte aus einem Land, das nicht Mitglied der EU ist » des Gesetzes vom 22. April 2019 dar.

Die angefochtene Bestimmung ersetzt Artikel 146 des am 10. Mai 2015 koordinierten Gesetzes « über die Ausübung der Gesundheitspflegeberufe » (nachstehend: koordiniertes Gesetzes vom 10. Mai 2015) wie folgt:

« § 1^{er}. Le Roi est autorisé, sur avis motivé du Conseil supérieur des médecins spécialistes et des médecins généralistes, à accorder des dispenses spéciales pour l'exercice de certains actes de l'art de guérir afin que des médecins provenant de pays tiers non-membres de l'Union européenne puissent suivre, en Belgique, une formation clinique limitée.

Ces dispenses ne peuvent s'appliquer qu'à ce qui y est expressément désigné et les bénéficiaires de ces dispenses ne peuvent, en aucun cas, exercer sous leur propre responsabilité la profession pour laquelle une activité limitée leur a été autorisée. Les bénéficiaires de ces dispenses ne participent, en aucun cas, à la permanence médicale visée aux articles 28 et 29.

Ces activités ne peuvent pas non plus être prises en considération pour l'agrément visé à l'article 88 ou pour l'exécution des prestations donnant lieu à une intervention visée à la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994.

§ 2. Ces dispenses spéciales ne peuvent être accordées que si les conditions suivantes sont réunies :

1° le bénéficiaire est titulaire d'un diplôme de médecin émis par un pays tiers non-membre de l'Union européenne;

2° sauf si la formation n'existe pas dans son pays d'origine, il est en formation pour devenir médecin généraliste ou médecin spécialiste dans un pays tiers non-membre de l'Union européenne, ou il est reconnu comme médecin généraliste ou spécialiste dans un pays tiers non-membre de l'Union européenne, et il souhaite acquérir une technique ou une expertise particulière dans son domaine;

3° la formation autorisée par cette dispense se déroule dans ou sous la coordination et la supervision d'un hôpital universitaire ou d'un service universitaire désigné par le Roi, sous la direction et la supervision d'un maître de stage agréé par le ministre de la Santé publique compétent. Le maître de stage visé est lié en tant que collaborateur académique autonome à une faculté de médecine proposant un programme d'étude complet.

4° entre l'université d'un pays tiers non-membre de l'Union européenne et l'université belge où se déroule la formation, il est conclu une convention, de laquelle il ressort :

a) que l'université du pays tiers recommande le bénéficiaire;

b) que les coûts directs et indirects de la formation sont pris en charge par l'université du pays tiers ou par une bourse octroyée par une institution belge, une institution intergouvernementale ou une organisation non gouvernementale (ONG);

c) que le bénéficiaire est le seul candidat formé sur base de cet article auprès du maître de stage dans ce service de stage;

d) ce que sont les objectifs et les finalités du stage;

e) la nécessité de cette formation;

f) que l'université du pays tiers non-membre de l'Union européenne, garantit que la personne concernée peut, après expiration de la formation, rentrer dans le pays d'origine, et soit maintient la poursuite de la formation, soit peut occuper une place comme médecin.

Les dispenses spéciales sont accordés sous condition résolutoire que le bénéficiaire adresse un titre de séjour conformément à la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, avant le début de la formation à la Direction générale Soins de santé du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, à l'attention du Directeur général.

§ 3. La demande de bénéfice des dispenses spéciales visées au paragraphe 1^{er} doit être introduite au moins trois mois avant le début de la formation, au moyen du formulaire de demande établi par le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, et doit être accompagnée des documents probants mentionnés dans ce formulaire.

La demande est accompagnée de l'autorisation d'exercice du pays dans lequel il exerce habituellement sa profession, des données relatives à la couverture d'assurance ou autres moyens de protection personnelle ou collective concernant la responsabilité professionnelle ainsi que d'un certificat de bonne conduite professionnelle.

La demande de dispenses spéciales doit être adressée par courrier recommandé à la Direction générale Soins de santé du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, à l'attention du Directeur général.

§ 4. La dispense permet au bénéficiaire d'effectuer au maximum 12 mois de formation en Belgique. Les 12 mois de formation visés peuvent être subdivisés en périodes séparées.

À titre exceptionnel, une prolongation de maximum douze mois est possible après une évaluation favorable du maître de stage qui l'a supervisé durant la première année de formation pour autant que ceci est nécessaire pour compléter la formation.

La demande de prolongation motivée est introduite, par courrier recommandé et auprès de la Direction générale Soins de santé du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, à l'attention du Directeur général et cela, au moins trois mois avant la prolongation demandée.

§ 5. Avant de soumettre le dossier au Conseil supérieur des médecins spécialistes et des médecins généralistes, la Direction Générale Soins de Santé du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, vérifie en vue de la recevabilité si les dispositions du présent article ont été entièrement observées.

Si tel n'est pas le cas, l'intéressé en est informé. L'intéressé a quinze jours ouvrables, à partir de cette prise de connaissance, pour compléter le dossier.

Dans le cas où le délai de quinze jours ouvrables est dépassé, le dossier est irrecevable et son traitement administratif est clôturé.

§ 6. Le responsable du service de stage où se tient la formation, signale à la commission médicale compétente et au conseil provincial de l'Ordre des médecins compétent la présence du bénéficiaire, la durée de la formation et l'ampleur de la pratique de l'art de guérir telle que visée à l'alinéa 1^{er}.

À l'issue de la formation, le responsable du service de stage remet un rapport au Conseil supérieur des médecins spécialistes et des médecins généralistes ».

B.2.2. Artikel 146 des koordiniertes Gesetzes vom 10. Mai 2015 lautete vor seiner Ersetzung durch die angefochtene Bestimmung:

« Der König ist ermächtigt, nach Stellungnahme der ' Académie royale de Médecine de Belgique ' oder der ' Koninklijke Academie voor Geneeskunde van België ' Personen besondere Freistellungen im Hinblick auf die Verrichtung bestimmter Handlungen der Heilkunst zu gewähren, damit sie im Rahmen der medizinischen und wissenschaftlichen Zusammenarbeit mit Ländern, die keine Mitgliedstaaten der Europäischen Union sind, eine beschränkte klinische Ausbildung in Belgien erhalten können.

Diese Freistellungen gelten nur für das, was ausdrücklich darin erwähnt steht, und die Berechtigten dürfen den Beruf, in dem ihnen eine beschränkte Tätigkeit zugestanden worden ist, auf keinen Fall auf eigene Verantwortung ausüben.

Diese Tätigkeiten dürfen ebenfalls weder für die in Artikel 88 erwähnte Zulassung noch für die Erbringung von Leistungen berücksichtigt werden, die zu einer im Gesetz vom 14. Juli 1994 über die Krankenversicherung erwähnten Beteiligung Anlass geben können.

Die in Absatz 1 erwähnten besonderen Freistellungen, die die klinische Ausbildung eines Arztes betreffen, können nur gewährt werden, wenn folgende Bedingungen erfüllt sind:

1. Der Begünstigte ist Inhaber eines Arztdiploms, das ausgestellt wurde von einem Drittland, das nicht Mitglied der Europäischen Union ist.

2. Er hat in einem Drittland, das nicht Mitglied der Europäischen Union ist, eine Ausbildung als Facharzt begonnen und zumindest das erste Jahr dieser Ausbildung bestanden, oder er ist in einem Drittland, das nicht Mitglied der Europäischen Union ist, als Hausarzt oder als Facharzt zugelassen worden und möchte in seinem Bereich eine besondere Technik erlernen oder eine besondere Fachkenntnis erlangen.

3. Er wird einer belgischen Universität empfohlen von einer Universität eines Drittlandes, das nicht Mitglied der Europäischen Union ist.

Die durch diese Freistellung erlaubte Ausbildung muss in einer vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Volksgesundheit gehört, zugelassenen universitären Praktikumsseinrichtung stattfinden. Die Freistellung ermöglicht es dem Begünstigten, maximal zwei Ausbildungsjahre in Belgien zu absolvieren; das zweite Jahr kann erst nach der befürwortenden Stellungnahme des Praktikumsleiters, der den Begünstigten während des ersten Ausbildungsjahres betreut hat, begonnen werden.

Ausnahmsweise kann aufgrund besonderer wissenschaftlicher Verdienste oder aus humanitären Gründen nach einstimmiger Stellungnahme der zuständigen Kommission der Akademie ein drittes Ausbildungsjahr gewährt werden.

Ein Antrag auf Gewährung der in Absatz 1 erwähnten besonderen Freistellungen muss mindestens drei Monate vor Beginn der Ausbildung anhand des vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Volksgesundheit gehört, festgelegten Formulars eingereicht werden und dem Antrag müssen die in diesem Formular erwähnten Belege beigefügt sein ».

B.2.3. Die angefochtene Bestimmung ist am 24. Mai 2019 in Kraft getreten.

B.3.1. Artikel 146 des koordiniertes Gesetzes vom 10. Mai 2015 findet seinen Ursprung in Artikel 49^{ter} des königlichen Erlasses Nr. 78 vom 10. November 1967 « über die Ausübung der Gesundheitspflegeberufe », eingefügt durch Artikel 206 des Gesetzes vom 22. Februar 1998 « zur Festlegung sozialer Bestimmungen », ergänzt durch Artikel 124 des Gesetzes vom 27. Dezember 2005 « zur Festlegung verschiedener Bestimmungen » und anschließend abgeändert durch Artikel 30 des Gesetzes vom 13. Dezember 2006 « zur Festlegung verschiedener Bestimmungen im Bereich Gesundheit ».

B.3.2. Artikel 146 des koordinierten Gesetzes vom 10. Mai 2015 ermächtigt sowohl in seiner früheren Fassung als auch in der Fassung nach seiner Ersetzung durch Artikel 6 des Gesetzes vom 22. April 2019 den König, besondere Freistellungen im Hinblick auf die Verrichtung bestimmter Handlungen der Heilkunst zu gewähren, damit Ärzte aus Ländern, die nicht Mitglied der Europäischen Union sind, eine beschränkte klinische Ausbildung in Belgien erhalten können. Diese Freistellung gilt nur für das, was ausdrücklich darin erwähnt steht, und wird grundsätzlich nur für einen begrenzten Zeitraum gewährt.

Die Berechtigten der besonderen Freistellung dürfen den Beruf, in dem ihnen eine beschränkte Tätigkeit zugestanden worden ist, auf keinen Fall auf eigene Verantwortung ausüben und ihre Tätigkeiten dürfen weder für eine Zulassung als Facharzt noch für die Erbringung von Leistungen berücksichtigt werden, die zu einer in dem am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetz « über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung » erwähnten Beteiligung Anlass geben können.

B.4.1. In der Begründung zu dem Gesetzesvorschlag, der zu dem Gesetz vom 22. April 2019 geworden ist, heißt es, dass die Abänderung von Artikel 146 des koordinierten Gesetzes vom 10. Mai 2015 « das Ziel hat, die Bedingungen für die Ärzte zu präzisieren und zu beschränken, die eine Ausbildung als Facharzt oder Hausarzt in einem Drittland begonnen haben, das nicht Mitglied der Europäischen Union ist, oder die in einem Drittland, das nicht Mitglied der Europäischen Union ist, als Hausarzt oder als Facharzt zugelassen sind und die in ihrem Bereich im Rahmen einer Ausbildung in einem Universitätskrankenhaus oder in einer vom König benannten belgischen universitären Praktikumsseinrichtung eine besondere Technik erlernen oder eine besondere Fachkenntnis erlangen möchten » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2018-2019, DOC 54-3526/001, S. 13).

B.4.2. In der vor seiner Ersetzung durch die angefochtene Bestimmung anwendbaren Fassung schrieb Artikel 146 des koordinierten Gesetzes vom 10. Mai 2015 nicht den Abschluss einer Vereinbarung zwischen der Universität eines Drittlandes, das nicht Mitglied der Europäischen Union ist, und der belgischen Universität vor, an der die Ausbildung stattfindet, aus der insbesondere hervorgeht, dass der Begünstigte der einzige Anwärter ist, der auf der Grundlage dieses Artikels bei dem Praktikumsleiter in dieser Praktikumsseinrichtung ausgebildet wird (neuer Artikel 146 § 2 Nr. 4 Buchstabe c) des koordinierten Gesetzes vom 10. Mai 2015).

In Bezug auf dieses Erfordernis heißt es in dem Kommentar zu dem angefochtenen Artikel:

« Un nouvel élément ici est qu'entre l'université qui envoie le bénéficiaire et l'université belge où se tient la formation ou qui coordonne la formation, une convention doit être conclue précisant que l'université du pays tiers recommande le bénéficiaire et motive la nécessité de la formation; que l'université du pays tiers ou une autre source de financement externe prend en charge les coûts directs et indirects de la formation; que le bénéficiaire est le seul qui, conformément à cet article, occupe une place de stage parmi les places de stages attribuées au service concerné.

Cette dernière condition a pour objectif, en premier lieu, de prévoir que des étudiants belges puissent suivre un stage en Belgique. En d'autres mots, le service de stage et le maître de stage doivent trouver un compromis quant à l'attribution du quota accordé au service de stage. Cette disposition est inspirée par le souci de garantir effectivement la qualité, l'exposition professionnelle et l'activité médicale du stage professionnel, que celui-ci soit effectué ou non dans le cadre de la dérogation visée » (ebenda, SS. 22-23).

B.4.3. Die Autoren des Gesetzesvorschlags, aus dem das Gesetz vom 22. April 2019 entstanden ist, präzisieren ebenfalls:

« En ce qui concerne la formation et les stages des médecins issus de pays non membres de l'Union européenne, l'objectif de la proposition est d'offrir des garanties de qualité à ces étudiants en ce qui concerne leurs conditions de travail. Il ne s'agit pas de leur fermer la porte d'accès aux stages. Des conventions devront être conclues avec les universités étrangères où sont inscrits ces étudiants. La durée du stage est fixée à un an et peut être reconduite d'une année supplémentaire » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2018-2019, DOC 54-3526/003, SS. 7-8).

Es wurde ebenfalls geantwortet: « Es ist wichtig, dass ein Arzt aus einem Land außerhalb der Europäischen Union sein medizinisches Fachwissen in Belgien zur Verfügung stellen kann. Es geht um einen konstruktiven Ansatz im Rahmen der Diskussion, die seit einiger Zeit über die Kontingentierung geführt wird » (ebenda, S. 8).

In Bezug auf das Interesse der klagenden Parteien

B.5. Die Verfassung und das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof erfordern, dass jede natürliche oder juristische Person, die eine Nichtigkeitsklage erhebt, ein Interesse nachweist. Das erforderliche Interesse liegt nur bei jenen Personen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden könnte.

B.6. Die ersten fünf klagenden Parteien sind Inhaber eines Arztdiploms, das ausgestellt wurde von einem Drittland, das nicht Mitglied der Europäischen Union ist. Sie wurden von der ULB/Fosfom ausgewählt, um im akademischen Jahr 2019-2020 an einer beschränkten klinischen Ausbildung in einer Praktikumsseinrichtung des ULB-Netzes teilzunehmen und sie können für diesen Zweck ein Stipendium erhalten. Sie haben ihren Antrag auf besondere Freistellung gemäß Artikel 146 des koordinierten Gesetzes vom 10. Mai 2015 in der Fassung vor dem Inkrafttreten der angefochtenen Bestimmung eingereicht und ihre Akte wurde vom FÖD Volksgesundheit vor dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 22. April 2019 für vollständig und zulässig erklärt.

B.7.1. Die ersten drei klagenden Parteien beabsichtigen, 2019-2020 ein Praktikum in derselben Gynäkologieabteilung des ULB-Netzes zu machen. Die vierte und die fünfte klagende Partei sowie ein anderer Anwärter aus einem Drittland, das nicht Mitglied der Europäischen Union ist, beabsichtigen, 2019-2020 ein Praktikum in derselben Anästhesieabteilung desselben Netzes zu machen. Zu diesem Zweck haben sie jeweils das Einverständnis des Praktikumsleiters in der betreffenden Praktikumsseinrichtung eingeholt.

B.7.2. Ohne eine Übergangsregelung für das akademische Jahr 2019-2020 kann die angefochtene Bestimmung sich direkt und nachteilig auf die Situation dieser klagenden Parteien auswirken, denn die betreffenden Praktikumsseinrichtungen können nun nur noch einen einzigen Anwärter aus einem Drittland, das nicht Mitglied der Europäischen Union ist, aufnehmen.

B.8. Die sechste klagende Partei ist die « Université libre de Bruxelles » (nachstehend: ULB). Sie weist ihr Interesse an der Klageerhebung mit dem Umstand nach, dass die angefochtene Bestimmung ihre allgemeinen Ausbildungs- und Bildungsziele sowie ihre besonderen Ziele im Rahmen der Aktivitäten des Fosfom (« Fonds de Soutien à la Formation Médicale »), der die Auswahl und Gewährung von Stipendien für Ärzte aus Drittländern, die nicht Mitglied der Europäischen Union sind, organisiert, damit sie eine beschränkte klinische Ausbildung in einem Krankenhaus des ULB-Netzes erhalten können, beeinträchtigen würde.

Diese klagende Partei weist somit ihr Interesse an der Klage nach.

In Bezug auf den Umfang der Klage auf Nichtigerklärung

B.9.1. Der Gerichtshof muss den Umfang der Nichtigkeitsklage anhand des Inhalts der Klageschrift und insbesondere auf der Grundlage der Darlegung der Klagegründe bestimmen. Der Gerichtshof begrenzt seine Prüfung auf jene Bestimmungen, gegen die Klagegründe gerichtet sind.

B.9.2. Aus der Darlegung der Klagegründe geht hervor, dass die Beschwerdegründe der klagenden Parteien lediglich Artikel 146 § 2 Nr. 4 Buchstabe c) des koordinierten Gesetzes vom 10. Mai 2015 in der durch den angefochtenen Artikel 6 des Gesetzes vom 22. April 2019 ersetzten Fassung betrifft, insofern in dieser Bestimmung das Erfordernis festgelegt ist, dass der Begünstigte « der einzige Anwärter, der auf der Grundlage dieses Artikels bei dem Praktikumsleiter in dieser Praktikumsseinrichtung ausgebildet wird, » sein muss.

B.9.3. Der Gerichtshof beschränkt seine Prüfung folglich in diesem Maße.

Zur Hauptsache

B.10. Die klagenden Parteien führen zwei Klagegründe zur Untermauerung ihrer Nichtigkeitsklage an. Da der zweite Klagegrund auf die vollständige Nichtigkeitsklärung der angefochtenen Bestimmung abzielt, während mit dem ersten Klagegrund nur das Fehlen einer Übergangsregelung bemängelt wird, prüft der Gerichtshof zunächst den zweiten Klagegrund.

In Bezug auf den zweiten Klagegrund

B.11. Der zweite Klagegrund ist aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung abgeleitet.

Die klagenden Parteien sind der Auffassung, dass die angefochtene Bestimmung, indem sie einem Anwärter aus einem Drittland, das nicht Mitglied der Europäischen Union ist, nur einen einzigen Praktikumsplatz je Praktikums-einrichtung vorbehält, ohne objektive und vernünftige Rechtfertigung Situationen gleich behandelt, die nicht vergleichbar seien, da in ihr weder die zugelassene Aufnahmekapazität noch die Beurteilungsfreiheit des Praktikumsleiters, der entsprechend seiner Zulassung mehrere Anwärter ausbilden möchte, berücksichtigt würden.

Zur Untermauerung ihrer Beschwerdegünde verweisen die klagenden Parteien insbesondere auf den ministeriellen Erlass vom 23. April 2014 « zur Festlegung der allgemeinen Kriterien für die Zulassung von Fachärzten, Praktikumsleitern und Praktikumsseinrichtungen » (nachstehend: ministerieller Erlass vom 23. April 2014), der die Zahl der Anwärter festlegt, die je Praktikumsleiter und Praktikumsseinrichtung aufgenommen werden dürfen. Nach Auffassung der klagenden Parteien ist die absolute Grenze von einem Anwärter für ein Praktikum aus einem Drittland, das nicht Mitglied der Europäischen Union ist, ungerechtfertigt und unverhältnismäßig, da sie den Umstand nicht berücksichtigt, dass einige zugelassene Praktikumsleiter über dreißig angehende Fachärzte je Praktikumsjahr ausbilden könnten.

B.12.1. Artikel 29 des ministeriellen Erlasses vom 23. April 2014 bestimmt :

« Un maître de stage n'assure la formation que d'un nombre limité de candidats spécialistes en fonction du nombre de lits, de l'activité justifiée, du nombre d'admissions, en ce compris les admissions en hospitalisation de jour, du nombre de consultations dans le service de stage et du nombre de médecins spécialistes agréés dans le service de stage.

L'arrêté d'agrément du maître de stage précise le nombre maximum de candidats spécialistes par année de stage ».

Kapitel 2 des ministeriellen Erlasses vom 23. April 2014 legt die allgemeinen Kriterien für die Zulassung von Fachärzten fest und regelt die Ausbildung und das Praktikum, das sie absolvieren müssen. Artikel 2 des vorerwähnten ministeriellen Erlasses sieht vor, dass der angehende Facharzt vor Beginn seiner Ausbildung gemäß den Bestimmungen des koordinierten Gesetzes vom 10. Mai 2015 zur Ausübung der Medizin in Belgien zugelassen wird.

Kapitel 3 dieses Erlasses regelt die allgemeinen Kriterien für die Zulassung von Praktikumsleitern. Diese Regeln beziehen sich ausschließlich auf die Fachkenntnis der Praktikumsleiter, was die Ausbildung der in dem vorerwähnten ministeriellen Erlass erwähnten Fachärzte betrifft.

B.12.2. Der angefochtene Artikel 146 des koordinierten Gesetzes vom 10. Mai 2015 in der durch Artikel 6 des Gesetzes vom 22. April 2019 ersetzten Fassung hat überhaupt nichts mit dem Gegenstand des vorerwähnten ministeriellen Erlasses zu tun. Diese Bestimmung ermächtigt den König, nach Stellungnahme des Hohen Rats der Fachärzte und der Hausärzte besondere Freistellungen im Hinblick auf die Verrichtung bestimmter Handlungen der Heilkunst zu gewähren, damit Ärzte aus Drittländern, die nicht Mitglied der Europäischen Union sind, eine beschränkte klinische Ausbildung in Belgien mit dem Ziel erhalten können, in ihrem Bereich eine besondere Technik zu erlernen oder eine besondere Fachkenntnis zu erlangen (*Parl. Dok.*, Kammer, 2018-2019, DOC 54-3526/001, S. 13). Diese Freistellung gilt nur für das, was ausdrücklich darin erwähnt steht, und wird grundsätzlich nur für höchstens zwölf Monate gewährt.

Wie in B.3.2. erwähnt, dürfen die Berechtigten der besonderen Freistellung den Beruf, in dem ihnen eine beschränkte Tätigkeit zugestanden worden ist, auf keinen Fall auf eigene Verantwortung ausüben und ihre Tätigkeiten dürfen weder für eine Zulassung als Facharzt noch für die Erbringung von Leistungen berücksichtigt werden, die zu einer in dem am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetz über die Krankenversicherung erwähnten Beteiligung Anlass geben können.

Nach Artikel 146 § 2 Nr. 3 des koordinierten Gesetzes vom 10. Mai 2015 findet die beschränkte klinische Ausbildung, die durch diese besondere Freistellung gestattet wird, in einem Universitätskrankenhaus oder einem universitären Krankenhausdienst unter der Leitung und Aufsicht eines Praktikumsleiters statt, der vom Minister der Volksgesundheit zugelassen ist und als selbstständiger akademischer Mitarbeiter an eine medizinische Fakultät mit vollständigem Lehrplan gebunden ist.

B.12.3. In Anbetracht des Vorstehenden können die Begünstigten der besonderen Freistellung im Hinblick auf eine beschränkte klinische Ausbildung im Sinne von Artikel 146 des koordinierten Gesetzes vom 10. Mai 2015 nicht als « angehenden Fachärzten » im Sinne des ministeriellen Erlasses vom 23. April 2014 gleichgestellt betrachtet werden. Dieser Erlass und insbesondere die Regeln zum Praktikum und zu den Praktikumsleitern sind nicht auf sie anwendbar.

B.12.4. In den in B.4.2 angeführten Vorarbeiten heißt es außerdem, dass die angefochtene Bestimmung das legitime Ziel verfolgt, « die Qualität, die berufliche Entfaltung und die medizinische Tätigkeit des Berufspraktikums zu gewährleisten, unabhängig davon, ob dieses im Rahmen der erwähnten Abweichung absolviert wird oder nicht » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2018-2019, DOC 54-3526/001, S. 23).

Die in der angefochtenen Bestimmung enthaltene Beschränkung verfolgt somit ein anderes Ziel und hat einen anderen Hintergrund als die Regelung im Bereich der Ausbildung und Zulassung von Fachärzten, die im ministeriellen Erlass vom 23. April 2014 enthalten ist.

B.12.5. Da die angefochtene Bestimmung überhaupt nichts mit den Regeln zu tun hat, die im ministeriellen Erlass vom 23. April 2014 enthalten sind, entbehrt es nicht einer vernünftigen Rechtfertigung, die Größe und den Bedarf der Praktikumsseinrichtungen nicht zu berücksichtigen, um die Zahl der Begünstigten der für ausländische Praktikanten vorgesehenen Ausnahmeregelung zu bestimmen, im Gegensatz zu dem, was für die in Ausbildung befindlichen angehenden Fachärzte gilt.

B.13.1. Im Gegensatz zu dem, was die klagenden Parteien anführen, bewirkt die angefochtene Bestimmung auch nicht, dass in die Befugnisse eingegriffen wird, die die Praktikumsleiter hätten, Entscheidungen über die Anwärter und die Zahl der Anwärter, die sie im Rahmen des Praktikums für Fachärzte aufnehmen, zu treffen.

Gemäß Artikel 146 des koordinierten Gesetzes vom 10. Mai 2015 ist es nämlich der König, dem es allein obliegt, im Einzelfall und nach Stellungnahme des Hohen Rats der Fachärzte und der Hausärzte zu entscheiden, welchen Personen eine besondere Freistellung gewährt wird.

B.13.2. Seit dem Inkrafttreten der angefochtenen Bestimmung konnte weder den interessierten Bewerbern aus einem Drittland, das nicht Mitglied der Europäischen Union ist, noch den potenziellen Praktikumsleitern die Beschränkung der Zahl der Berechtigten der besonderen Freistellung, die gewährt wird, um die in der angefochtenen Bestimmung erwähnte beschränkte klinische Ausbildung zu erhalten, je Einrichtung und je Praktikumsleiter unbekannt sein.

Sie können daher Schritte bei potenziellen Praktikumsleitern unternehmen und ihre Antragsakte sowie ihren Finanzierungsantrag unter Berücksichtigung dieser Grenze erstellen. Die klagenden Parteien machen außerdem in keiner Weise einen vorhandenen Mangel an potenziellen Praktikumsleitern geltend, der angesichts der angefochtenen Beschränkung ausländische Anwärter daran hindern könnte, ihren Antrag auf besondere Freistellung im Hinblick auf eine beschränkte klinische Ausbildung in Belgien ab dem Inkrafttreten der angefochtenen Bestimmung einzureichen.

Im Übrigen sind auch die angehenden Fachärzte den Einschränkungen bezüglich der Zahl der verfügbaren Praktikumsplätze unterworfen und nicht alle Anwärter können zu einem Praktikum ihrer Wahl zugelassen werden.

B.14. Der zweite Klagegrund ist unbegründet.

In Bezug auf den ersten Klagegrund

B.15. Der erste Klagegrund ist aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den allgemeinen Grundsätzen der Rechtssicherheit und des berechtigten Vertrauens abgeleitet.

Die klagenden Parteien machen geltend, dass mit der angefochtenen Bestimmung, weil sie keine Übergangsbestimmung vorsieht, die berechtigten Interessen der Ärzte aus Drittländern, die nicht Mitglied der Europäischen Union sind, die nach einem Auswahlprozess einen Antrag auf besondere Freistellung gemäß Artikel 146 des koordinierten Gesetzes vom 10. Mai 2015, so wie er vor dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 22. April 2019 anwendbar war, gestellt haben, um in Belgien eine beschränkte klinische Ausbildung im akademischen Jahr 2019-2020 zu erhalten, und deren Akte vom FÖD Volksgesundheit vor dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 22. April 2019 für vollständig und zulässig erklärt wurde, auf diskriminierende Weise verletzt würden. Nach Ansicht der klagenden Parteien konnten diese Ärzte nach dem Auswahlverfahren durch die ULB/Fosfom vernünftigerweise damit rechnen, die vorerwähnte Ausbildung im akademischen Jahr 2019-2020 zu erhalten.

Die unmittelbare Anwendung der angefochtenen Bestimmung verletze ebenfalls in schwerwiegender Weise die berechtigten Erwartungen der ULB/Fosfom und ihrer Praktikumsleiter und Praktikumeinrichtungen, die sich verpflichtet hätten, die Anwärter aufzunehmen, sowie diejenigen der Partneruniversitäten, die für die Ausbildung von zahlreichen Anwärtern im akademischen Jahr 2019-2020 keine Lösung finden könnten.

B.16.1. Aus der Prüfung der Schriftstücke, die der Antragschrift beigelegt sind, ergibt sich, dass die ersten fünf klagenden Parteien einen Antrag auf Freistellung nach Artikel 146 des koordinierten Gesetzes vom 10. Mai 2015 in der vor seiner Ersetzung durch die angefochtene Bestimmung anwendbaren Fassung gestellt haben, um vom 1. Oktober 2019 bis zum 30. September 2020 eine beschränkte klinische Ausbildung in einem Krankenhaus des ULB-Netztes zu absolvieren.

Sie wurden von der ULB/Fosfom nach einem Verfahren in zwei Schritten ausgewählt: zunächst in ihrer Herkunftsuniversität durch einen Ausschuss, der sich aus den Verantwortlichen der medizinischen Fakultät der Herkunftsuniversität und der ULB zusammensetzte, und dann durch den Prüfungsausschuss des Masterstudiengangs mit Spezialisierung der ULB.

Sie erhalten für das akademische Jahr 2019-2020 ein Stipendium, das vom Fosfom vergeben wird und ebenfalls die Einschreibungskosten und das Hin- und Rückflugticket abdeckt.

Der Einreichung eines Antrags auf besondere Freistellung geht daher ein langes Verfahren hinsichtlich der Auswahl und Finanzierung der Arztanwärter aus Drittländern, die nicht Mitglieder der Europäischen Union sind, für ein Praktikum voraus.

B.16.2. Das Gesetz vom 22. April 2019, das am 24. Mai 2019 in Kraft getreten ist, enthält keine Übergangsbestimmung, die sich auf Ärzte aus Drittländern bezieht, die nicht Mitglied der Europäischen Union sind, und die nach einem Auswahlverfahren einen Antrag auf besondere Freistellung gemäß Artikel 146 des koordinierten Gesetzes vom 10. Mai 2015, so wie er vor dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 22. April 2019 anwendbar war, gestellt haben, um in Belgien eine beschränkte klinische Ausbildung im akademischen Jahr 2019-2020 zu erhalten, und deren Akte vom FÖD Volksgesundheit vor dem Inkrafttreten dieses Gesetzes für vollständig und zulässig erklärt wurde.

Das Erfordernis, dass der Berechtigte « der einzige Anwärter, der auf der Grundlage dieses Artikels bei dem Praktikumsleiter in dieser Praktikumeinrichtung ausgebildet wird » sein muss, ist somit auf den Antrag der Anwärter, die in einer ähnlichen Situation wie die ersten fünf klagenden Parteien sind und die diese Ausbildung im akademischen Jahr 2019-2020 absolvieren möchten, unmittelbar anwendbar.

B.17.1. Damit nicht jegliche Gesetzesänderung oder jede vollständig neue Regelung unmöglich gemacht wird, kann nicht angenommen werden, dass eine neue Bestimmung aus dem bloßen Grund gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßen würde, dass durch sie die Anwendungsbedingungen der früheren Rechtsvorschriften geändert werden.

Niemand kann Anspruch darauf erheben, dass eine Politik unverändert bleibt, beziehungsweise im vorliegenden Fall, dass die Bedingungen, zu denen Ärzte aus Drittländern, die nicht Mitglied der Europäischen Union sind, zur Ausbildung nach Belgien kommen und in diesem Rahmen medizinische Handlungen vornehmen können, unverändert bleiben.

B.17.2. Es obliegt grundsätzlich dem Gesetzgeber, wenn er beschließt, eine neue Regelung einzuführen, zu beurteilen, ob es notwendig oder sachdienlich ist, diese mit Übergangsmaßnahmen zu versehen. Der Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung wird nur verletzt, wenn die Übergangsregelung oder ihr Fehlen zu einem nicht vernünftig zu rechtfertigenden Behandlungsunterschied führt oder wenn der Grundsatz des berechtigten Vertrauens übermäßig beeinträchtigt wird. Letzteres ist der Fall, wenn die rechtmäßigen Erwartungen einer bestimmten Kategorie von Rechtsunterworfenen missachtet werden, ohne dass ein zwingender Grund des Allgemeininteresses vorliegt, der das Fehlen einer zu ihren Gunsten eingeführten Übergangsregelung rechtfertigen kann.

Der Vertrauensgrundsatz steht in engem Zusammenhang mit dem Grundsatz der Rechtssicherheit, der von den klagenden Parteien ebenfalls geltend gemacht wird und der es dem Gesetzgeber verbietet, ohne objektive und vernünftige Rechtfertigung die Interessen der Rechtsunterworfenen daran, die Rechtsfolgen ihrer Handlungen vorhersehen zu können, zu beeinträchtigen.

B.18.1. Artikel 146 des koordinierten Gesetzes vom 10. Mai 2015 bestimmt das Verfahren und die Bedingungen, unter denen Ärzten aus Drittländern, die nicht Mitglied der Europäischen Union sind, eine besondere Freistellung gewährt werden kann, damit sie eine beschränkte klinische Ausbildung in Belgien erhalten.

Die Umsetzung dieser Bestimmung beinhaltet zwangsläufig als Voraussetzung für die Einreichung des Antrags vorherige Schritte und ein vorheriges Verfahren, das es diesen Ärzten ermöglicht, in ihrer Antragsakte die Identität des Praktikumsleiters und der zugelassenen Praktikumeinrichtung, die sie für diese Ausbildung aufnehmen werden, mitzuteilen. Wie in B.16.1 erwähnt, kommt zu diesem vorherigen administrativen Verfahren ein universitätsübergreifendes Auswahlverfahren hinzu, um eine Finanzierung dieser Ausbildung zu erhalten.

Zudem muss der Antrag auf besondere Freistellung mindestens drei Monate vor dem Beginn der Ausbildung eingereicht werden.

B.18.2. Es ist zwar zutreffend, dass diese Bestimmung in ihrer Fassung vor dem Inkrafttreten von Artikel 6 des Gesetzes vom 22. April 2019 weder einen Anspruch noch eine berechnete Erwartung auf die Gewährung einer solchen besonderen Freistellung begründete, die nach Stellungnahme der « Académie royale de Médecine de Belgique » bzw.

der « Koninklijke Academie voor Geneeskunde van België » vom König im Einzelfall gewährt wurde, aber diese Bestimmung führte zu der berechtigten Erwartung, dass den Ärzten, die vor dem Inkrafttreten der angefochtenen Bestimmung einen vollständigen und zulässigen Antrag auf besondere Freistellung eingereicht hatten, diese besonderen Freistellungen nicht allein aufgrund des Umstands, dass der Begünstigte nicht « der einzige Anwärter, der auf der Grundlage dieses Artikels bei dem Praktikumsleiter in dieser Praktikumsseinrichtung ausgebildet wird » wäre, verweigert werden können.

Die verschiedenen Personen, die im Rahmen dieses Auswahlverfahrens und der Gewährung einer Finanzierung tätig werden und die sich berechtigterweise auf die Fassung von Artikel 146 des koordinierten Gesetzes vom 10. Mai 2015 in der vor dem Inkrafttreten der angefochtenen Bestimmung anwendbaren Fassung stützten, konnten die Betroffenen nicht von einer möglichen Ablehnung ihrer besonderen Freistellung aufgrund der Beschränkung auf einen einzigen Arztanwärter aus Drittländern, die nicht Mitglied der Europäischen Union sind, je Praktikumsleiter und je Praktikumsseinrichtung in Kenntnis setzen.

B.18.3. Indem der Gesetzgeber keine Übergangsmaßnahme für Ärzte aus Drittländern, die nicht Mitglied der Europäischen Union sind, die nach einem Auswahlprozess einen Antrag auf besondere Freistellung gemäß Artikel 146 des koordinierten Gesetzes vom 10. Mai 2015, so wie er vor dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 22. April 2019 anwendbar war, eingereicht haben, um in Belgien im akademischen Jahr 2019-2020 eine beschränkte klinische Ausbildung zu erhalten, und deren Akte vom Föderalen Öffentlichen Dienst Volksgesundheit, Sicherheit der Nahrungsmittelkette und Umwelt vor dem 24. Mai 2019, dem Datum des Inkrafttretens des vorerwähnten Gesetzes vom 22. April 2019, für vollständig und zulässig erklärt wurde, vorgesehen hat, hat er eine Maßnahme ergriffen, die Folgen hat, die weder für diese Ärzte noch für die beteiligten Partneruniversitäten, Praktikumsseinrichtungen und -leiter vorhersehbar waren.

B.18.4. So hätte die unmittelbare Anwendung der neuen Bedingung, die nunmehr in Artikel 146 § 2 Nr. 4 Buchstabe c) des koordinierten Gesetzes vom 10. Mai 2015 enthalten ist, zur Folge, dass mindestens drei der fünf klagenden Parteien die beschränkte klinische Ausbildung nicht erhalten könnten, von der sie berechtigterweise erwarten konnten, dass sie ihnen nicht aufgrund dieser Beschränkung auf einen einzigen Arztanwärter aus einem Drittland, das nicht Mitglied der Europäischen Union ist, je Praktikumsleiter und je Praktikumsseinrichtung verweigert wird.

Diese Anwärter, die allein aufgrund der durch die angefochtene Bestimmung eingeführten Beschränkung abgelehnt werden, könnten daher ohne eine andere Lösung im akademischen Jahr 2019-2020 ein Ausbildungsjahr und die entsprechende Finanzierung verlieren. Nichts deutet im Übrigen darauf hin, dass sie mit Sicherheit für ein späteres akademisches Jahr für diese Ausbildung ausgewählt werden und das entsprechende Stipendium erhalten könnten.

B.18.5. Zwar hat die angefochtene Maßnahme, wie aus den in B.4.2 zitierten Vorarbeiten hervorgeht, das Ziel zu gewährleisten, « dass belgische Studenten ein Praktikum in Belgien absolvieren können », und ist auch Teil des « Bemühens, die Qualität, die berufliche Entfaltung und die medizinische Tätigkeit des Berufspraktikums zu gewährleisten » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2018-2019, DOC 54-3526/001, S. 23), aber es kann nicht angenommen werden, dass die Erreichung dieser Ziele so dringlich ist, dass sie unmittelbar auf die Ärzte angewandt werden müsste, die einen vollständigen und zulässigen Antrag auf besondere Freistellung im Hinblick auf eine beschränkte klinische Ausbildung im akademischen Jahr 2019-2020 vor dem Inkrafttreten der angefochtenen Bestimmung gestellt haben.

Der angefochtene Artikel 6 des Gesetzes vom 22. April 2019 verletzt somit die berechtigten Erwartungen der betroffenen Personen, ohne dass ein zwingender Grund des Allgemeininteresses vorhanden ist, der das Fehlen einer Übergangsregelung für sie rechtfertigen kann.

B.19. Der erste Klagegrund ist begründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt Artikel 146 § 2 Nr. 4 Buchstabe c) des koordinierten Gesetzes vom 10. Mai 2015 « über die Ausübung der Gesundheitspflegeberufe », ersetzt durch Artikel 6 des Gesetzes vom 22. April 2019 « zur Abänderung des am 10. Mai 2015 koordinierten Gesetzes über die Ausübung der Gesundheitspflegeberufe », für nichtig, aber nur insofern, als er auf Ärzte aus Drittländern, die nicht Mitglied der Europäischen Union sind, die nach einem Auswahlprozess einen Antrag auf besondere Freistellung gemäß Artikel 146 des am 10. Mai 2015 koordinierten Gesetzes « über die Ausübung der Gesundheitspflegeberufe », so wie er vor dem Inkrafttreten des vorerwähnten Gesetzes vom 22. April 2019 anwendbar war, eingereicht haben, um in Belgien im akademischen Jahr 2019-2020 eine beschränkte klinische Ausbildung zu erhalten, und deren Akte vom Föderalen Öffentlichen Dienst Volksgesundheit, Sicherheit der Nahrungsmittelkette und Umwelt vor dem 24. Mai 2019, dem Datum des Inkrafttretens des vorerwähnten Gesetzes vom 22. April 2019, für vollständig und zulässig erklärt wurde, unmittelbar anwendbar ist;

- weist die Klage im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 13. November 2019.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,
F. Daoût

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2019/15782]

9 DECEMBRE 2019. — Arrêté royal portant exécution de l'article 1409, § 2, du Code judiciaire (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 1409, § 2, du Code judiciaire, y inséré par la loi du 14 janvier 1993 et modifié par la loi du 24 mars 2000;

Vu le Règlement (CE) n° 1103/97 du Conseil du 17 juin 1997 fixant certaines dispositions relatives à l'introduction de l'euro, notamment l'article 5;

Vu le Règlement (CE) n° 974/98 du Conseil du 3 mai 1998 concernant l'introduction de l'euro, notamment l'article 14;

Vu la loi du 30 octobre 1998 relative à l'euro, notamment l'article 3;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2019/15782]

9 DECEMBER 2019. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 1409, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 1409, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 14 januari 1993 en gewijzigd bij de wet van 24 maart 2000;

Gelet op de Verordening (EG) nr. 974/98 van de Raad van 3 mei 1998 over de invoering van de euro, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op de Verordening (EG) nr. 974/98 van de Raad van 3 mei 1998 over de invoering van de euro, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op de wet van 30 oktober 1998 betreffende de euro, inzonderheid op artikel 3;